

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3838

11 décembre 2014

SOMMAIRE

Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS	184204	DayMen Acquisition S.A.	184178
Advensys Conseil Sàrl	184223	DecoLino S.à r.l.	184221
Agence d'Assurance Scheier & Marinilli S.à r.l.	184224	Delfin Invest S.A.	184224
Austro Investment Holding GmbH	184178	East Med Holdings S.A.	184182
Avar Investments S.A.	184186	Finproject S.A.	184183
Beaker S.à.r.l. société de gestion de patrimoine familial	184200	Frolan S.A.	184185
Berckenrode Investment S.A.	184182	Great Capital Ventures (Lux) S.à r.l.	184191
Berckenrode Investment S.A.	184181	Intrair S.à r.l.	184184
Bosquet, S.à r.l.	184179	Kristef Investment S.A.	184185
Btc Uno S.à r.l.	184193	La Clinique Esthetique et Vasculaire S.à r.l.	184185
Casto S.A.	184181	LSREF Shinsaibashi Investments S.à r.l.	184183
Cauduma	184178	Main Street 1021 (Proprietary) Limited S.à r.l.	184181
Central Europe Investment S.A.	184181	Pamire International S.A.	184180
Central Europe Investment S.A.	184183	Prologis European Logistics Partners S.à r.l.	184184
Cépages Participations S.A.	184183	Retrimmo S.A.	184182
Chandler Private S.A. SPF	184179	R.N.O. Group S.C.A.	184184
City RE 26 S.à r.l.	184178	Saturno S.A.	184180
Colibri Lux S.A.	184179	Saturno S.A.	184180
Company One of Luxembourg S.A.	184185	Self Service Vivot S.à.r.l.	184180
Contact Management S.A., SPF	184184	Skype S.à r.l.	184179
Courchevel Immo	184182	Sparrowhawk Properties 401 S.à r.l.	184180
CVC Capital Partners (Luxembourg) Sàrl	184188	Vontobel Exchange Traded Structured Fund	184192
CVI Global Lux Oil and Gas S. à r.l.	184202		

Austro Investment Holding GmbH, Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 46.495.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014188091/9.

(140210702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

DayMen Acquisition S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.381.

Les statuts coordonnés au 6 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014187501/11.

(140210049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Cauduma, Société Anonyme.

Siège social: L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 127.246.

Cette publication remplace la première version déposée sous le numéro L140205732 le 19/11/2014.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège de la société en date du 3 janvier 2013.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société «CAUDUMA»:

- La révocation de ses fonctions d'administrateur de Madame Isabelle VILLERS avec effet au 31.12.2012.

Cette révocation a été acceptée à la majorité de l'assemblée.

Wiltz, le 3 janvier 2013.

Référence de publication: 2014187472/13.

(140210454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

City RE 26 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 183.895.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 18 Novembre 2014

Au 18 Novembre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuver la nomination d'Herve Marsot, né le 02 Octobre 1974 à Mulhouse, France, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugene Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 18 Novembre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Pedro Fernandes das Neves (gérant)

- Julie K.Braun (gérant)

- Maqboolali Mohamed (gérant)

- Herve Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Novembre 2014.

CB Property Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014187448/21.

(140209655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Bosquet, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2555 Luxembourg, 62, rue de Strassen.
R.C.S. Luxembourg B 99.417.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BOSQUET S.à r.l.

Référence de publication: 2014188126/10.

(140210665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Colibri Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 131.025.

Le bilan au 30/06/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014188164/10.

(140210833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Chandler Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 157.383.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pour: CHANDLER PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014188185/14.

(140211055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Skype S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 45.000,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 154.674.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 24 septembre 2014

En date du 24 septembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution de nommer Monsieur Lauri PAAL, né le 13 juillet 1976 à Tallinn, Estonie, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Lauri PAAL
- Monsieur Benjamin Owen ORNDORFF
- Monsieur Keith Ranger DOLLIVER

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2014.

Skype S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014187911/20.

(140209866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Saturno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 79.951.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SATURNO S.A.

Référence de publication: 2014188603/10.

(140211045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Saturno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 79.951.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SATURNO S.A.

Référence de publication: 2014188604/10.

(140211049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Sparrowhawk Properties 401 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 159.845.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014188596/11.

(140210597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Self Service Vivot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4112 Esch-sur-Alzette, 2, place de l'Europe.
R.C.S. Luxembourg B 75.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014188607/11.

(140210718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pamire International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 150.608.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pour compte de Pamire International S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2014188526/12.

(140210656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Casto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 72.867.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014188175/10.

(140210979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Central Europe Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 98.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014188178/10.

(140211257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Berckenrode Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 124.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014188104/13.

(140210561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Main Street 1021 (Proprietary) Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: ZAR 602.500.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 175.672.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société en date du 29 octobre 2014 que:

- Madame Lisa Wadlin a démissionné de son mandat de gérante de classe A de la Société avec effet au 1^{er} novembre 2014.

- Il est décidé de nommer en remplacement de Madame Lisa Wadlin, Monsieur Kenneth Goldberg, né le 21 juillet 1963 à New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 702 S.W. 8th Street, Bentonville, AR 72716, Etats-Unis d'Amérique, comme gérant de classe A de la Société avec effet au 1^{er} novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Kenneth Goldberg, comme gérant de classe A de la Société;
- Stéphane Reul, comme gérant de classe B de la Société; et
- Antoine Berckmans, comme gérant de classe B de la Société.

Le 26 novembre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014187723/21.

(140210209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

East Med Holdings S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 28.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014188250/9.

(140210693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Courchevel Immo, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 94.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014188205/9.

(140210904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Berckenrode Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 124.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014188103/13.

(140210560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Retrimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 41.857.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 25 novembre 2014.

L'actionnaire unique décide de transférer le siège social de 2A, place de Paris L-2314 Luxembourg, à L-2714 Luxembourg, 6, rue du Fort Wallis.

L'actionnaire unique nomme comme nouveaux administrateurs jusqu'à l'assemblée générale se tenant en l'année 2017:

- Monsieur Romain ZIMMER, expert-comptable, né le 14 mars 1959 à Pétange (Luxembourg), demeurant professionnellement à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

- Monsieur Marc NATHÉ, expert-comptable demeurant professionnellement à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

- Monsieur Johan THIRIART, économiste, né 05.05.1960 à Kinshasa (COD), demeurant professionnellement à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

L'actionnaire unique accepte la démission du commissaire, la société QUAEST FIDUCIAIRE SPRL.

L'actionnaire unique nomme la société KOBUS à.r.l inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 84077. avec siège à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis comme commissaire jusqu'à l'assemblée générale se tenant en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RETRIMMO S.A.

Référence de publication: 2014187878/23.

(140210510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Central Europe Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 98.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 novembre 2014. Signature.

Référence de publication: 2014188179/10.

(140211258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Cépages Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 113.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.

Référence de publication: 2014188183/10.

(140211206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Finproject S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 95.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

FINPROJECT S.A.

Signature

Référence de publication: 2014188289/12.

(140211285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

LSREF Shinsaibashi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 67.375,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 142.850.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

La mise en liquidation de la Société a été décidée aux termes d'une assemblée générale extraordinaire tenue devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 septembre 2014, non encore publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Il résulte des résolutions de l'associé de la Société en date du 31 octobre 2014 que la liquidation de la Société a été clôturée et que par conséquent la Société est dissoute et a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés et conservés pendant une durée minimum de cinq ans, à partir de la date de publication du présent extrait dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, à l'adresse suivante: Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014187702/22.

(140210144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Intrair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1110 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 81.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27/11/2014.

Référence de publication: 2014188371/10.

(140211289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Contact Management S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 65.529.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014188198/10.

(140210834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Prologis European Logistics Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.427.442,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 174.332.

Traduction pour les besoins de l'Enregistrement

Extrait des résolutions prises par les Actionnaire de la Société

Il a été décidé que:

A rayer: Le mandat de KPMG Luxembourg Sarl (R.C.S. Luxembourg: B 149133 Adresse: 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) a été annulé avec effet au 25 novembre 2014.

Le 26 novembre 2014.

Gerrit Jan Meerkerk
Gérant

Référence de publication: 2014187849/16.

(140210455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

R.N.O. Group S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 137.558.

En date du 13 novembre 2014, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'associé gérant commandité de la Société suivant avec effet au 13 novembre 2014:

S.L.Y.F. S.A.

6, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014187858/18.

(140210309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Frolan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1er.
R.C.S. Luxembourg B 58.159.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2014188296/12.

(140210882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

La Clinique Esthétique et Vasculaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2511 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 188.354.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 20 novembre 2014 que:

Madame Nathalie HERBER, directrice de société, née le 06 décembre 1963 à Creutzwald (France), demeurant au 1, Sous Les Chênes à F-57880 Varsberg, est nommée comme gérante de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014187694/13.

(140209920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Company One of Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 71.613.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014188194/14.

(140211016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Kristef Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 152.811.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 novembre 2014, les actionnaires ont pris la décision suivante:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Stéphanie Stacchini, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Ronald Chamielec, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2019 et qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014187682/15.

(140210149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Avar Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 192.104.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le douze novembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

- La société A.T.T.C. MANAGEMENT S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363,

représentée par son gérant unique, la société A.T.T.C. (Advisors in Trust and Tax Consultants) SA, elle-même représentée par un de ses administrateurs-délégué, Monsieur Nico PATTEET, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 5 de ses statuts.

- La société A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.364,

représentée par son gérant unique, la société A.T.T.C. (Advisors in Trust and Tax Consultants) SA, elle-même représentée par un de ses administrateurs-délégué, Monsieur Nico PATTEET, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 5 de ses statuts.

Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, ont requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparantes et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "Avar Investments S.A."

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, la gestion et la mise en valeur de ces participations, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à neuf cent quatre-vingt-huit mille euros (EUR 988.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Elle peut être administrée par un administrateur unique dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs et dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de juin à 11h30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel dernier ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- A.T.T.C. MANAGEMENT S.à r.l., susdite,	9.999
2.- A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., susdite,	1
Total: dix mille actions	10.000

Toutes les actions ainsi souscrites ont été partiellement libérées par des versements en numéraire à concurrence de huit cent quatre-vingt-huit mille euros (EUR 888.000,-), de sorte que la somme de huit cent quatre-vingt-huit mille euros (EUR 888.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ mille neuf cent cinquante-cinq euros (EUR 1.955,-).

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2015.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et à l'unanimité, elles ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

1.- La société A.T.T.C. DIRECTORS S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.362, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, administrateur de société, demeurant professionnellement à Luxembourg, 16, rue de Nassau.

2.- La société A.T.T.C. MANAGEMENT S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, prénommé.

3.- La société A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.364, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, prénommé.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- La société A.T.T.C. CONTROL S.A., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B60.319,

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparantes, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le représentant des comparantes a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: PATTEET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 novembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 53603. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014187361/135.

(140210021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

CVC Capital Partners (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 112.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 90.106.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN, ON THE SIXTH DAY OF NOVEMBER.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg;

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "General Meeting") of CVC CAPITAL PARTNERS (LUXEMBOURG) S.à r.l., a societe a responsabilite limitee, with registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Trade and Company Registry of Luxembourg under number B 90.106, incorporated by a deed of the notary Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on 18 November 2002, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 18 of 8 January 2003 (the "Company").

The Articles of the Company have been amended:

- pursuant to a deed of the notary Maître Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on 13 February 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 346 of 31 March 2003;

- pursuant to a deed of the notary Maître Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on 10 March 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 444 of 23 April 2003;

- pursuant to a deed of the notary Maître Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on the 19th of November 2004, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 297 of 4 April 2005;

- pursuant to a deed of the Maître Joseph Elvinger acting in replacement of Maître Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on the 2nd of March 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 966 of 24 May 2007;

- pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on 29 October 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 2988 of 18 December 2008; and

- for the last time pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, then notary residing in Luxembourg, on 30 July 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 2335 of 30 October 2010.

The General Meeting was opened by Mrs Emanuela BRERO, employee, residing in Luxembourg, the chairman, who appointed as secretary Mr Pierre DENIS, employee, residing in Luxembourg, the General Meeting elected as scrutineer Mrs Audrey BORDERIEUX, residing in Luxembourg (the "Bureau").

The Bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the General Meeting is worded as follows:

Agenda

1. Decrease of the share capital of the Company by an amount of EUR 12,500, in order to bring it from its current amount of EUR 125,000 to an amount of EUR 112,500, through the cancellation of all of the 1,250,000 Class K Shares of EUR 0.01 (one Euro cent) each, which have been repurchased by the Company;

2. Subsequent amendment of articles 7.1 of the of Articles of Association of the Company;

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present General Meeting, so that the General Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved, the General Meeting takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The General Meeting RESOLVES to reduce the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), in order to bring it from its current amount of one hundred and twenty five thousand Euro (EUR 125,000) to an amount of one hundred and twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) through the cancellation of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) Class K Shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, which have been repurchased by the Company.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the meeting resolves to amend Article 7.1 - Subscribed Up Share Capital of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

“ **7.1. Subscribed Share Capital.** The Company's corporate capital is fixed at one hundred and twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) represented by eleven million two hundred and fifty thousand (11,250,000) Shares, divided into:

- i) 1,250,000 Class A Shares
- ii) 1,250,000 Class B Shares
- iii) 1,250,000 Class C Shares
- iv) 1,250,000 Class D Shares
- v) 1,250,000 Class E Shares
- vi) 1,250,000 Class F Shares
- vii) 1,250,000 Class G Shares
- viii) 1,250,000 Class H Shares
- ix) 1,250,000 Class J Shares

All with a par value of one Euro cent (0.01 EUR) each, fully subscribed and entirely paid up,

At the moment and as long as all the Shares are held by one single Shareholder, the Company is a one man company (societe unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole Shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing”.

There being no further business, the General Meeting is closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.-.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE SIX NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg;

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'«Assemblée Générale») de CVC Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, constituée par acte du notaire Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 novembre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 18 du 8 janvier 2003 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés:

- par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 13 février 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 346 du 31 mars 2003;
- par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Luxembourg, du 10 mars 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 444 du 23 avril 2003;
- par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux alors notaire de résidence à Luxembourg, le 19 novembre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 297 du 4 avril 2005;
- par un acte du notaire Maître Joseph Elvinger, agissant en remplacement de Maître Jacques, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 2 mars 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 966 du 24 mai 2007;
- par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 29 octobre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2988 du 18 décembre 2008; et
- pour la dernière fois par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 30 juillet 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2335 du 30 octobre 2010.

L'Assemblée Générale est ouverte sous la présidence de Madame Emanuela BRERO, employée, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Monsieur Pierre DENIS, employé, demeurant à Luxembourg, l'Assemblée Générale choisit comme scrutateur Madame Audrey BORDERIEUX, employée, demeurant à Luxembourg (le «Bureau»).

Le Bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1) Réduction du capital social de la Société d'un montant de EUR 12.500 pour le réduire de son montant actuel de EUR 125.000 à un montant de EUR 112.500 par l'annulation de 1.250.000 Parts Sociales de classe K, chacune d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un centime d'Euro), qui ont été rachetées par la Société;

2) Modification subséquente de l'article 7.1 des statuts de la Société;

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte. Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des associés représentés.

III. Au vu de la prédite liste de la présence, tous les parts sociales en émission sont présentes ou représentées à la présente Assemblée Générale, dès lors l'Assemblée Générale peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'Assemblée Générale, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale DECIDE de réduire le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500) pour le ramener de son montant actuel de cent vingt-cinq mille Euro (EUR 125.000) à un montant de cent douze mille cinq cents Euro (EUR 112.500) par l'annulation de la totalité des un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de classe K d'une valeur nominale d'un cent d'Euro (EUR 0,01) chacune, qui ont été rachetées par la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'assemblée décide de modifier l'article 7.1 - Capital Souscrit et Libéré des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivant:

“ **7.1. Capital Souscrit et Libéré.** Le capital social de la Société est fixe a cent douze mille cinq cents Euro (EUR 112.500) représente par onze millions deux cent cinquante mille (11.250.000) Parts Sociales, divisées en:

- i) 1.250.000 Parts Sociales de Classe A,
- ii) 1.250.000 Parts Sociales de Classe B,
- iii) 1.250.000 Parts Sociales de Classe C,
- iv) 1.250.000 Parts Sociales de Classe D,
- v) 1.250.000 Parts Sociales de Classe E,
- vi) 1.250.000 Parts Sociales de Classe F,
- vii) 1.250.000 Parts Sociales de Classe G,
- viii) 1.250.000 Parts Sociales de Classe H,
- ix) 1.250.000 Parts Sociales de Classe J,

Toutes ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Tant que toutes les parts sociales sont détenues par un associé unique, la Société est une société uni personnelle dans le sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans cette éventualité les Articles 200-1 et 200-2, entre d'autres, s'appliqueront, ceci impliquant que chaque décision de l'associé unique et que chaque contrat signé entre lui et la Société représentée par lui devront être établis par écrit.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison du présente acte est évalué à environ EUR 1.200,-.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ont été lu aux comparants, tous étant connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et lieux de résidence, ceux-ci ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: E. BRERO, P. DENIS, A. BORDERIEUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52765. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014184792/167.

(140208286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Great Capital Ventures (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 375.000,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 140.790.

—
EXTRAIT

Veillez noter que le Gérant Alona FINGAL a son domicile à Rötelstrasse 10, CH-8042 Zurich

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
SHRM Financial Services (Luxembourg) S.A.

Domiciliaire de sociétés

Référence de publication: 2014187606/14.

(140210400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Vontobel Exchange Traded Structured Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 131.940.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Im Jahr zweitausendundvierzehn, den neunundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Wurde einGesellschafterbeschluss des alleinigen Anteilsinhabers des Vontobel Exchange Traded Structured Fund, in Liquidation (die Gesellschaft) mit Gesellschaftssitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, gegründet am 21. September 2007 gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, veröffentlicht im Mémorial C du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C), Nummer 2241 am 9. Oktober 2007 und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter Sektion B 131.940, abgehalten.

Über die Gesellschaft wurde das Liquidationsverfahren gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 4. Februar 2014, welche am 6. Juni 2014 unter N°1464 im Mémorial C veröffentlicht wurde, eröffnet.

Der alleinige Anteilsinhaber, die Vontobel Fonds Services AG, eine Aktiengesellschaft Schweizer Rechts mit Sitz in Gotthardstrasse 43, CH-8022 Zürich, wird vertreten durch Herrn Bruno Gerber, Legal Officer, mit Ort der Tätigkeit in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt am 28. Oktober 2014 in Zürich.

Die genannte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Bevollmächtigten des Erschienenen und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

I. Da das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft von dem hier ordnungsgemäß vertretenen alleinigen Anteilsinhaber gehalten und vertreten wird, ist diese außerordentliche Generalversammlung ordnungsgemäß konstituiert und mithin in der Lage, ordnungsgemäß über alle Gegenstände der nachstehenden Beschlüsse zu befinden.

II. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

1. Verzicht auf die Einberufungsformalitäten;

2. Beschluss über den Geprüften Bericht für die Periode vom

1. September 2013 bis zum 3. Februar 2014;

3. Bericht des Liquidators über die Liquidation;

4. Bericht des Wirtschaftsprüfers über die Liquidation;

5. Beschluss, die Vontobel Management S.A., 2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, vertreten durch Herrn Vitali Schetle, als Liquidator für alle im Rahmen der Auflösung der Gesellschaft vorgenommenen Maßnahmen zu entlasten;

6. Beschluss, Dominic Gaillard, Bernhard Schneider, Markus Pfister, Carmen Lehr und Philippe Hoss für alle im Rahmen ihrer Tätigkeit als Verwaltungsräte der Gesellschaft vorgenommenen Maßnahmen im Zeitraum vom 1. September 2013 bis zum Datum des Liquidationsbeschlusses zu entlasten;

7. Beschluss, Ernst & Young S.A., 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach als Wirtschaftsprüfer für alle im Rahmen der Auflösung der Gesellschaft vorgenommenen Maßnahmen zu entlasten;

8. Schließung der Liquidation der Gesellschaft; und

9. Aufbewahrung der Unterlagen und Bücher der Gesellschaft für einen Zeitraum von fünf Jahren ab der Veröffentlichung des Beschlusses zur Schließung der Liquidation der Gesellschaft unter der Adresse RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette.

IV. Nach Beratung fasste die Versammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, da die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals in der Versammlung vertreten ist, auf die Einberufungsformalitäten zu verzichten; der Anteilsinhaber betrachtet sich als rechtmäßig einberufen und bestätigt, Kenntnis von der Tagesordnung zu haben, die ihm im Voraus übermittelt wurde.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, den Geprüften Bericht für die Periode vom 1. September 2013 bis zum 3. Februar 2014 in der Form, wie er dem alleinigen Anteilsinhaber vorgelegt wurde, zu genehmigen.

Dritter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, den Bericht des Wirtschaftsprüfers, Ernst & Young S.A., über die Liquidation zu hören. Der Bericht bescheinigt die ordnungsgemäße Durchführung der Liquidation. Der alleinige Anteilsinhaber genehmigt den Bericht des Wirtschaftsprüfers.

184193

Vierter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, den Bericht des Liquidators, der Vontobel Management S.A., vertreten durch Herrn Vitali Schetle über die Liquidation zu hören. Aus dem Bericht ergibt sich, dass alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen wurden und dass die Liquidation geschlossen werden kann.

Fünfter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, die Vontobel Management S.A., vertreten durch Herrn Vitali Schetle, als Liquidator für alle im Rahmen der Auflösung der Gesellschaft vorgenommenen Maßnahmen zu entlasten.

Sechster Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, Dominic Gaillard, Bernhard Schneider, Markus Pfister, Carmen Lehr und Philippe Hoss für alle im Rahmen ihrer Tätigkeit als Verwaltungsräte der Gesellschaft vorgenommenen Maßnahmen im Zeitraum vom 1. September 2013 bis zum Datum des Liquidationsbeschlusses zu entlasten.

Siebter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, Ernst & Young S.A. als Wirtschaftsprüfer für alle im Rahmen der Auflösung der Gesellschaft vorgenommenen Maßnahmen zu entlasten.

Achter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, die Liquidation der Gesellschaft zu schließen.

Neunter Beschluss

Der alleinige Anteilsinhaber beschließt, die Unterlagen und Bücher der Gesellschaft für einen Zeitraum von fünf Jahren ab der Veröffentlichung des Beschlusses zur Schließung der Liquidation der Gesellschaft unter der Adresse RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, zu verwahren.

Worüber die vorliegende Urkunde zum oben genannten, Datum in Luxemburg erstellt wird.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat der Bevollmächtigte der Erschienenen mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. GERBER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52027. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 24. November 2014.

Référence de publication: 2014185882/83.

(140208896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2014.

Btc Uno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 192.098.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the sixth day of November.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, acting as proxy-holder of Mr. Roberto Ramón GONZALEZ DE BETOLAZA GARCIA, director, born on March 2nd, 1970 in Bilbao (Spain), residing at 3-5 Agustina Saragossa, E-08017 Barcelone (Spain), by virtue of one proxy given under private seal on October 27th, 2014.

Such proxy, after signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated August 10th, 1915, on commercial companies,

as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of incorporation (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. Corporate name. The Company will have the name "BTC UNO S.à r.l." (hereafter the "Company").

Art. 3. Corporate objects. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any industrial or commercial enterprise and may lend its assistance to such company through loans, guarantees or otherwise. It may loan or borrow with or without interest, mortgage, issue bonds and other acknowledgment of debt and to discharge.

It can achieve its purpose directly or indirectly for itself or for third parties, alone or in combination by performing any operation which promotes its purpose or that of companies in which it holds directly or indirectly interests.

Generally, the company may take any controlling or monitoring and perform any operations that may have seemed useful in carrying out its purpose and aim.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Capital. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) represented by one hundred twenty five (125) shares with a par value of one hundred euro (100,- EUR) each.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Changes on capital. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. Events affecting the company. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Managers. The Company is managed by a sole manager or by a board of managers, who need not be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for an undetermined period of time.

Managers are eligible for re-election. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a simple majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, without prejudice to the first sentence of this article 12, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide upon the compensation of each manager.

Art. 13. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 14. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice.

Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or e-mail.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 15. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by at least one manager. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 16. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is/are vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present articles to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 17. Delegation of powers. The managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrust the daily management of the Company to one of its members.

The managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

Art. 18. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, or, in case of plurality of managers, by the joint signature of two managers of the Company, or the joint signatures or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 17 of these Articles.

Art. 19. Liability of the managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Decisions of the shareholders. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 22. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

Art. 23. Financial statements. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 24. Allocation of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or in case of plurality of managers, the board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve.
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 25. Dissolution - Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 26. Matters not provided. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision:

The first financial year shall start on the date of the incorporation and end on December 31st, 2015.

Subscription - Payment:

The Articles of the Company having thus been drawn up, the appearing party Mr. Roberto Ramón GONZALEZ DE BETOLAZA GARCIA, prenamed and represented as aforesaid, declares subscribed one hundred twenty-five (125) shares and fully paid-up by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who states it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

Resolutions of the sole shareholder:

The sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire subscribed capital, has immediately resolved the following resolutions:

- 1) The Company shall be governed by three (3) managers.
- 2) Are appointed managers of the Company for an indefinite period:
 - a) Mr. Roberto Ramón GONZALEZ DE BETOLAZA GARCIA, prenamed.
 - b) Mrs Haydée ZEBALLOS FONTAINE, born on July 29th, 1968 in Lima (Peru), residing professionally at, 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
 - c) Mr. Pierre PETIT, born on June, 16th, 1977 in Liège (Belgique), residing professionally at, 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
- 3) The Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of two (2) directors, with power of reciprocal delegation.
- 4) The address of the corporation is fixed at 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Monsieur Roberto Ramón GONZALEZ DE BETOLAZA GARCIA, administrateur de sociétés, né le 2 mars 1970 à Bilbao (Espagne), demeurant au 3-5 Agustina Saragossa, E-08017 Barcelone (Espagne), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 27 octobre 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elle.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Dénomination. La Société aura la dénomination: BTC UNO S.à r.l." (ci-après la "Société").

Art. 3. Objet. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que la détention, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réuni en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Modification du capital social. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, pour quelques raisons que ce soient, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. Événements affectant la Société. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un gérant, ou un conseil de gérance, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une durée indéterminée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, en considération de la première phrase de l'article 12 des Statuts, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du (des) gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Art. 13. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire et d'autres mandataires sociaux, associés ou non associés.

Art. 14. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil.

Les réunions sont tenues à l'endroit, au jour et à l'heure mentionnée dans la convocation.

Les gérants empêchés peuvent déléguer par courrier ou par fax un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leur nom. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par courrier, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à la Société dans un domaine soumis à l'approbation du conseil doit en informer le conseil et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations du conseil.

En cas d'abstention d'un des membres du conseil suite à un conflit d'intérêt, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputées valables.

A la prochaine assemblée générale des associés, avant tout vote, le(s) associé(s) devront être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à la Société.

Dans les cas où les gérants sont empêchés, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les décisions signées par l'ensemble des gérants sont régulières et valables comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être documentées par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 15. Procès-verbaux - Décisions. Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par, ou dans des résolutions circulaires comme prévu à l'alinéa qui précède. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux. Les copies et extraits de ces procès-verbaux seront signés par le président.

Ces procès-verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

Art. 16. Pouvoirs. Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 17. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes.

Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Art. 18. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants ou par la signature conjointe ou la signature individuelle de toutes personnes auxquelles un pouvoir de signature a été donné conformément à l'article 17 des Statuts.

Art. 19. Événements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 20. Responsabilité de la gérance. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 21. Décisions de l'associé ou des associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 23. Bilan. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 26. Dispositions générales. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire:

Le premier exercice social de la société commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération:

Les Statuts de la Société arrêtés, le comparant Monsieur Roberto Ramón GONZALEZ DE BETOLAZA GARCIA, prénommé et représenté comme ci-avant, a déclaré souscrire aux cent vingt-cinq (125) parts sociales et les avoir libérées moyennant apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est désormais à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ neuf cents euros (900,-EUR).

Résolutions de l'associé unique:

L'associé unique, représenté comme ci-avant et représentant la totalité du capital souscrit, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des gérants est fixé à trois (3);
- 2) Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Roberto Ramón GONZALEZ DE BETOLAZA GARCIA, prénommé.
 - b) Mme Haydée ZEBALLOS FONTAINE, administrateur, née le 29 juillet 1968 à Lima (Pérou), demeurant à 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
 - c) Mr. Pierre PETIT, administrateur, né le 16 juin 1977 à Liège (Belgique), demeurant à 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
- 3) La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe des deux gérants, avec pouvoir de délégation réciproque.
- 4) L'adresse de la Société est fixée au 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 novembre 2014. LAC/2014/53311. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014187437/365.

(140210010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Beaker S.à.r.l. société de gestion de patrimoine familial, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 2, Impasse Quatre Saisons.

R.C.S. Luxembourg B 185.191.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the sixth day of November.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg,

acting as proxyholder of Mr Guttormur Bjorn PORARINSSON, born in Reykjavik (Iceland), on August 31st 1956, residing in 2, Impasse Quatre Saisons, L-8077 Bertrange, by virtue of a proxy given under private seal on October 17th, 2014

Said proxy after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "BEAKER SARL, Société de Gestion de Patrimoine Familial." (the "Company"), a limited liability company having its registered office at 2, Impasse Quatre Saisons, L-8077 BERTRANGE which has been incorporated by a deed by the notary Me Paul DECKER, notary residing professionally in Luxembourg, on 24 January 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1241 of 15 May 2014,

registered with the Register Trade and Companies of Luxembourg B 185 191.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary to enact the following:

The subscribed capital of the company is set at TWO HUNDRED AND FOUR THOUSAND euros (204.000,-EUR) divided into FIVE THOUSAND AND TWO (5.002,-) shares without nominal value, fully paid up.

Bringing in its hands all the shares of the Company, it decided to dissolve and liquidate the Company, it has ceased operations and act as liquidator of the Company.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company;

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, declares that all assets have been realised, and property of all assets has been transferred to the sole shareholder that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the sole shareholder, irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, so that the company is dissolved and considered closed,

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, gives discharge to the manager for his mandate up to this date and decides to cancel the shareholders' register of the Company dissolved.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for periods of five (5) years at 2, Impasse Quatre Saisons, L-8077 Bertrange, the aforesaid being the Company registered office.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic copy. However, no confusion of assets and liabilities between the dissolved Company and the share capital of, or reimbursement to the sole shareholder will be possible before the end of a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) from the day of publication and subject to the non-respect by any creditor of the dissolved Company of the granting of guarantees.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately eight hundred euro (800,-EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six novembre.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Mr Guttormur Bjorn PORARINSSON né à Reykjavik (Islande), le 31 août 1956, résidant à 2, Impasse Quatre Saisons, L-8077 Bertrange en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 17 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, est l'associé unique («l'Associé Unique») de BEAKER Sàrl, Société de Gestion de Patrimoine Familial (la "Société"), ayant son siège à L-8077 Bertange, 2 Impasse Quatre Saisons, constituée suivant acte reçu par Me Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1241 du 15 mai 2014,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 185 191.

L'Associé Unique, représenté comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Le capital social de la Société est de DEUX CENT QUATRE MILLE euros (204.000,-EUR) divisé en CINQ MILLE DEUX (5.002,-) actions sans valeur nominale.

Réunissant en ses mains la totalité des parts de la Société, l'Associé Unique a décidé de dissoudre et de liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité et d'agir en tant que liquidateur de la société.

L'Associé unique, représenté comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

L'Associé unique, représenté comme ci-avant, déclare que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, (y compris et non exclusivement d'éventuelles dettes fiscales) actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer. Tous les actifs seront réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'associé unique, de sorte que la liquidation de la société sera considérée comme clôturée.

Décharge pleine et entière est accordée par l'Associé unique, représenté comme ci-avant, au gérant de la société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour et décide de procéder à l'annulation du registre des parts sociales de la Société dissoute.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à L-8077 Bertrange, 2 Impasse Quatre Saisons, siège social de la Société.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à huit cents euros (800,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 novembre 2014. LAC/2014/53310. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014187400/108.

(140210268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

CVI Global Lux Oil and Gas S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 132.065.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth of November.

Before the undersigned notary Me Jean SECKLER, residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

OSTER HOLDING A.G., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, registered with the Luxembourg trade and companies' register under the number B 76680,

duly represented by FIDUCIAIRE EUROLUX S.A., with registered office at L-1220 Luxembourg, 196 Rue de Beggen, registered with the Luxembourg trade and companies' register under the number B 76680, itself represented by Mr. Axel MARGGRAFF, jurist, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal delivered to the attorney, which after having been signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing party, represented as stated above, requests the officiating notary to record his declarations and statements as follows:

I.- That the private limited liability company "CVI GLOBAL LUX OIL AND GAS S.à r.l.", with registered office L-1220 Luxembourg, 196 Rue de Beggen, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number B 132065, (hereafter the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg on the 23rd of August 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2440 of the 27th of October 2007. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant a deed of Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg notary on 21st of August 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 20th of October 2014, number 3023.

II.- That the Company's corporate capital is fixed at two million seven hundred twenty five thousand United States Dollar (2,725,000.00 USD), consisting of two million seven hundred twenty five thousand (2,725,000.00) shares with a par value of one United States Dollar (1.- USD) each.

III.- That the appearing party is the sole shareholder, representing the whole corporate capital of the Company.

IV.- That the appearing party decides to dissolve and to liquidate the Company.

V.- That the appearing party is perfectly aware of the Company's articles of association.

VI.- That the appearing party, appoints St THOMAS ASSET MANAGEMENT Ltd, with registered office in Omar Hodge Building, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, as liquidator.

VII.- That, in accordance with the legal provisions, the statements by the liquidator have been subject of a review conducted by EUROPEAN TIME MANAGEMENT S.A., with registered office Omar Hodge Building, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, in its capacity as Commissioner of the liquidation.

VIII.- That full discharge is given to the liquidator and the Commissioner of the liquidation for the performance of their mandates.

IX.- That the liquidation of the company is to be construed as definitely terminated and liquidated.

X.- That the records and documents of the dissolved Company will be kept for a period of five years at least at L-1220 Luxembourg, 196, Rue de Beggen.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses incurring for the reason of this deed, in any form whatsoever, is approximately evaluated at EUR 1.200.-

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed has been drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy-holders of the appearing person, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunzehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

OSTER HOLDING A.G. eine société anonyme gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in L-1220 Luxembourg, 196 Rue de Beggen, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 76680, hier vertreten durch Fiduciaire EUROLUX, mit Sitz in 196, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, selbst hier vertreten durch Herrn Axel MARGGRAFF, Jurist, berufliche Anschrift L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, aufgrund von einer Vollmacht, gegeben unter Privatschrift, welche Vollmacht nach Zeichnung „ne varietur“ durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Komparentin ersucht, durch ihren Vertreter, den amtierenden Notar ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I.- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „CVI GLOBAL LUX OIL AND GAS S.à r.l.“, mit Sitz in L-1220 Luxembourg, 196 Rue de Beggen, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 132065, gegründet worden ist gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar ELVINGER, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2440 am 27. Oktober 2007. Die Statuten der Gesellschaft sind letztmalig aufgrund einer Urkunde aufgenommen durch Martine SCHAEFFER Notar mit Amtssitz in Luxembourg vom 21. August 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 20. Oktober 2014, Nummer 3023 geändert worden.

II.- Dass das Stammkapital der Gesellschaft zwei Millionen siebenhundertfünfundzwanzigtausend US Dollar (USD 2.725.000,-), aufgeteilt in zwei Millionen siebenhundertfünfundzwanzigtausend (2.725.000) Anteile von jeweils einem US Dollar (USD 1,-) beträgt.

III.- Dass die Komparentin die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft ist, und das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert.

IV.- Dass die Komparentin beschließt die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren.

V.- Dass die Komparentin die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI.- Dass die Komparentin St THOMAS ASSET MANAGEMENT Ltd, mit Sitz in Omar Hodge Building, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, als Liquidator benennt.

VII.- Dass, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, die Erklärungen des Liquidators Gegenstand einer von EUROPEAN TIME MANAGEMENT S.A., mit Sitz in Omar Hodge Building, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, in ihrer Funktion als Kommissar der Liquidation, durchgeführten Prüfung, gewesen sind und der Bericht vorliegt.

VIII.- Dass dem Liquidator und dem Kommissar der Liquidation volle Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX.- Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X.- Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren in L-1220 Luxembourg, 196 Rue de Beggen, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche aus Anlass dieser Urkunde entstehen, unter welcher Form auch immer, beläuft sich auf ungefähr EUR 1.200,-.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch des Kompargenten, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen desselben Kompargenten, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die deutsche Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER, die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt worden ist.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Kompargenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Axel MARGGRAFF, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 novembre 2014. Relation GRE/2014/4632. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014187496/106.

(140209998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 113.948.

Im Jahr zweitausendvierzehn, den fünften November.

Vor Uns, Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

wurde eine außerordentliche Generalversammlung (die "Versammlung") der Aktionäre der Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS (nachfolgend die "Gesellschaft") abgehalten, einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé oder SICAV-FIS) im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 hinsichtlich spezialisierter Investmentfonds, nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 2b, rue Albert Borschette, L-1246, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 113.948, gegründet durch notarielle Urkunde vom 06. Februar 2006, deren Satzung (die "Satzung") am 17. Februar 2006 unter der Nummer 361 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß einer notariellen Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 29. Juni 2009. Die Satzungsänderung wurde am 20. Juli 2009 unter der Nummer 1392 im Mémorial C veröffentlicht.

Die Versammlung wurde eröffnet um 15.00 Uhr und steht unter dem Vorsitz von Frau Elisabeth WEILAND, berufsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, Frau Martha ALEXAKI, berufsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, wurde zum Protokollführer bestimmt.

Die Versammlung wählt Frau Aida HAMMI, berufsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Stimmzähler.

Nachdem der Versammlungsvorstand so eingerichtet wurde, hat der Vorsitzende erklärt und den Notar gebeten zu beurkunden, dass:

I. alle Aktionäre der Gesellschaft, die auf der Versammlung vertreten sind und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien aus einer Anwesenheitsliste hervorgehen, welche von ihren Stellvertretern, dem Versammlungsvorstand und dem Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die "ne varietur" unterzeichneten Vollmachten werden zusammen mit dieser Urkunde einregistriert.

II. alle Aktionäre erklären, dass sie durch die per Einschreiben verschickte Einladung vom 14. Oktober 2014 über die Tagesordnung der Versammlung in Einklang mit Artikel 27 der Satzung informiert wurden.

III. aus er Anwesenheitsliste hervorgeht, dass dreizehntausendsechshundertachtundachtzig (13'688) Aktien die einundsechzig Komma dreiundsiebzig Prozent (61,73%) des Kapitals der Gesellschaft vertreten, anwesend oder ordnungsgemäß auf der Versammlung vertreten sind, sodass das erforderliche Quorum von fünfzig (50%) des Kapitals, wie in Artikel 67-1 des abgeänderten Luxemburger Gesetzes vom 15. August 1915 über Handelsgesellschaften festgelegt, erreicht wird.

Die Versammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengetreten und kann rechtswirksam über die Tagesordnungspunkte der Versammlung beraten und entscheiden.

IV. die Tagesordnung der Versammlung folgende Punkte enthält:

- Neufassung der Satzung zur Umsetzung der Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 12. Juli 2013 hinsichtlich Verwalter alternativer Investmentfonds, in seiner jeweils gültigen Fassung.

Nach sorgfältiger Beratung hat die Versammlung einstimmig folgenden einzigen Beschluss gefasst:

Einzigter Beschluss

Die Versammlung BESCHLIESST die Neufassung der Satzung zur Umsetzung der Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 12. Juli 2013 hinsichtlich Verwalter alternativer Investmentfonds, in seiner jeweils gültigen Fassung, mit folgendem Wortlaut:

Definitionen

AIFM	Aberdeen Management Services S.A., in ihrer Funktion als Verwalter alternativer Investmentfonds der Fondsgesellschaft, wie im AIFM Gesetz definiert, oder jedes sonstige Unternehmen, welches zur Ausübung dieser Funktion ernannt wurde.
AIFM Gesetz	Das luxemburgische Gesetz vom 12. Juli 2013 die Verwalter alternativer Investmentfonds betreffend, in seiner jeweils gültigen Fassung.
Aktie	Eine Aktie der Fondsgesellschaft.
Aktionär	Ein Investor, der eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet und Aktien erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Investor im Sinne dieser Satzung.
Aktionärsversammlung	Eine ordentliche oder außerordentliche Aktionärsversammlung der Fondsgesellschaft.
Anfangskapital	Das für die Gründung der Fondsgesellschaft erforderliche Kapital.
Ankaufgebühr	Die von der Fondsgesellschaft gemäß dem Investment Management Vertrag bei dem Erwerb einer Immobilie an den AIFM zu zahlende Gebühr.
Anlagebeirat	Ausschuss zur Beratung des Verwaltungsrats und des AIFM, der sich aus Vertretern der Aktionäre der Fondsgesellschaft zusammensetzt, die von den Aktionären nominiert werden.
Bankarbeitstag	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
Bewertungsberater	Von dem AIFM bestellter Bewertungsberater einer dritten Partei, der den AIFM bei der Bewertung der Immobilienanlagen der Fondsgesellschaft unterstützt.
Bewertungstag	Ein Tag, zu dem gemäß dieser Satzung und des Verkaufsprospekts der Nettoinventarwert je Aktie bestimmt wird.
Bindungszeitraum	Der Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen eingefordert und gezahlt werden sollen, und der spätestens drei Jahre nach dem ersten Closing endet.
CSSF	Commission de Surveillance du Secteur Financier (Finanzaufsichtsbehörde des Landes Luxemburg).
Closing	Der vom Verwaltungsrat bestimmte Tag, an dem die Zeichnungsvereinbarungen der Investoren durch die Fondsgesellschaft angenommen werden.
Einzahlungsaufforderung	Die Aufforderung der Fondsgesellschaft an einen Investor, den angeforderten Betrag seiner offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien an die Fondsgesellschaft zu zahlen.
Erstemissionsphase	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Verkaufsprospekt angegebene Zeitraum, während dem die Fondsgesellschaft Aktien zum Erstemissionspreis ausgibt.
Fondsgesellschaft	Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS.
Geregelter Markt	Ein regelmäßig betriebener, regulierter, anerkannter und der Öffentlichkeit zugänglicher Markt.
Gesetz vom 13. Februar 2007	Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, in seiner jeweils gültigen Fassung.
Immobilien	Alle Vermögensgegenstände, die unter dem geltenden luxemburgischen Recht als Immobilienwerte (valeurs immobilières) angesehen werden, insbesondere Grundstücke und Gebäude, unmittelbare und mittelbare Beteiligungen an Immobiliengesellschaften und grundstücksgleiche Rechte, wie im Verkaufsprospekt beschrieben.
Institutioneller Investor	Ein Investor, der den folgenden Investorentypen zuzuordnen ist: a) Institutionelle Investoren stricto sensu, wie Banken und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, Versicherungen, Rückversicherungen, Sozialversicherungseinrichtungen, Pensionsfonds, Pensionskassen und Industrie-, Wirtschafts- und Finanzkonzerne, die jeweils in eigenem Namen Aktien zeichnen.

Diese Institutionellen Investoren müssen jeweils Strukturen zur Verwaltung ihrer eigenen Vermögenswerte vorweisen.

b) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Institutioneller Investoren (wie unter Punkt a) definiert) tätigen.

c) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind und Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Nicht- Institutioneller Investoren über einen treuhänderischen Vermögensverwaltungsvertrag tätigen.

d) In Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren oder in Luxemburg oder einem anderen Land gegründete

Organismen für gemeinsame Anlagen, unabhängig davon, ob deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren, sofern diese Organismen für gemeinsame Anlagen keine Rückkäufe tätigen dürfen, bei denen der Rückkaufpreis mittels Sachwerten ausgezahlt werden kann.

e) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger mit Sitz in Luxemburg oder einem anderen Land, deren Anteilseigner Institutionelle Investoren nach Maßgabe der oben stehende Absätze sind.

f) Gebietskörperschaften (z.B. Regionen, Provinzen, Kantone, Kommunen, Städte), soweit sie eigene Mittel anlegen.

Die folgenden Investorentypen können unter Umständen als Institutionelle Investoren qualifizieren:

a) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet wurden, unabhängig davon, ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, sie verfügen tatsächlich über wirtschaftliche Substanz und ordnungsgemäße Strukturen und Aktivitäten, indem sie bedeutende Finanzbeteiligungen halten.

b) Holdinggesellschaften in Form eines „Familienbetriebs“ oder Rechtsträger ähnlicher Art, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind, unabhängig davon, ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, eine Familie oder ein Zweig einer Familie hält über diese Holding- Gesellschaften bedeutende Finanzbeteiligungen.

Investment & Asset	Die Vereinbarung zwischen der Fondsgesellschaft und dem AIFM über u.a. die Übernahme des Portfolio- und Risikomanagements der Fondsgesellschaft mit allen
Management Vertrag	Aufgaben, die zur Erfüllung des Geschäftszweckes erforderlich sind.
Investor	Geschäftszweckes erforderlich sind. Investor Ein Institutioneller Investor der eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet hat.
Kapitalzusage	Die rechtsverbindliche Zusage eines Investors, die die Verpflichtung gegenüber der Fondsgesellschaft begründet, den in der Zeichnungsvereinbarung angegebenen Geldbetrag an die Fondsgesellschaft gegen Aktien zu zahlen.
Managementvergütung	Die von der Fondsgesellschaft gemäß dem Investment & Asset Management Vertrag an den AIFM zu zahlende laufende und einmalige Vergütung.
Mindestkapital	Das Mindestkapital, das entsprechend den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen für eine SICAV-FIS erforderlich ist.
Nettoinventarwert	Das gemäß Art. 12 der Satzung bewertete und um sämtliche Verbindlichkeiten verminderte Vermögen der Fondsgesellschaft (auch bezeichnet als Net Asset Value/NAV).
Offene Kapitalzusagen	Der anteilige Kapitalbetrag aus der Kapitalzusage eines Investors, der von der Fondsgesellschaft noch nicht eingefordert wurde
Promoter	Das Unternehmen, auf dessen Betreiben die Gründung der Fondsgesellschaft erfolgt und das die Konzeption des Fonds vorgibt.
Satzung	Diese Satzung der Fondsgesellschaft.
Säumiger Investor	Diese Satzung der Fondsgesellschaft. Säumiger Investor Ein Investor, der seiner Verpflichtung zur Kapitaleinzahlung gemäß Artikel 8 dieser Satzung nicht oder nicht fristgerecht nachkommt.
SICAV-FIS	"Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé"; eine Investmentgesellschaft in Form eines spezialisierten Investmentfonds nach Luxemburger Recht.

Verbundenes Unternehmen	Dies sind solche Rechtspersonen, (i) die an anderen Rechtspersonen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50 % beteiligt sind oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Rechtspersonen ausüben können; (ii) an denen andere Rechtspersonen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50 % beteiligt sind oder auf die solche Rechtspersonen unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben können; (iii) die sowohl an anderen Rechtspersonen als auch an deren Gesellschaftern bzw. Aktionären unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mehr als 50 % beteiligt sind oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben können.
Verkaufsgebühr	Die von der Fondsgesellschaft gemäß dem Investment Management Vertrag beim Verkauf einer Immobilie an den AIFM zu zahlende Gebühr.
Verkaufsprospekt	Der Verkaufsprospekt der Fondsgesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung zur Einwerbung der Aktionäre.
Verwahrstelle	Die Bank, welche von der Fondsgesellschaft als Verwahrstelle im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 ernannt wird.
Verwaltungsrat	Geschäftsführungsorgan der Fondsgesellschaft nach Luxemburger Recht.
Zeichnungsvereinbarung	Die zwischen dem Investor und der Fondsgesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien an die Fondsgesellschaft zu zahlen ist, sobald der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält.

Titel I. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name. Die Unterzeichner dieser Urkunde und alle zukünftig dieser Fondsgesellschaft beitretenen Aktionäre begründen eine Aktiengesellschaft ("Société Anonyme") in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds ("Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé") mit dem Namen "Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS".

Art. 2. Geschäftssitz. Geschäftssitz der Fondsgesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch den Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Stadt Luxemburg und durch Beschluss der Aktionärsversammlung innerhalb des Landes Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Laufzeit. Die Fondsgesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Sie kann durch Beschluss der Aktionärsversammlung aufgelöst oder befristet werden.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Zweck der Fondsgesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens in Immobilien mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Bewirtschaftung und der Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Fondsgesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und alle Rechtsgeschäfte zu tätigen, einschließlich der Finanzierung, die sie zur Erfüllung und Entwicklung des Geschäftszwecks für zweckdienlich hält, soweit dies den Vorschriften des Gesetzes vom 13. Februar 2007 entspricht.

Titel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Fondsgesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert der Fondsgesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

(2) Das Mindestkapital der Fondsgesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (€ 1.250.000,00). Das Mindestkapital muss entsprechend den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen innerhalb einer Frist von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung der Fondsgesellschaft durch die CSSF erreicht werden.

(3) Der Verwaltungsrat ist mit Zustimmung des Anlagebeirats berechtigt, mehrere Aktiegattungen zu schaffen, deren Vermögenswerte gemeinsam angelegt werden. Diese Aktiegattungen können sich insbesondere in Bezug auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik oder sonstige besondere Merkmale unterscheiden. Aktien mit gleichen Rechten bilden jeweils eine Gattung.

Art. 6. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Alle von der Fondsgesellschaft ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Fondsgesellschaft oder deren Bevollmächtigten geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen eines jeden Aktionärs, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Fondsgesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anteilseigners. Erst mit dieser Eintragung wird der Investor Aktionär der Fondsgesellschaft. Der Verwaltungsrat kann darüber beschließen, ob ein Zer-

tifikat über einen solchen Eintrag an den Aktionär ausgestellt werden soll oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung über seinen Aktienbesitz erhält.

Aktienzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder einer vom Verwaltungsrat zu diesem Zweck ordnungsgemäß ermächtigten Person unterzeichnet.

Die Unterschrift der Verwaltungsratsmitglieder kann handschriftlich oder in gedruckter Form erfolgen. Die Unterschriften bevollmächtigter Personen müssen handschriftlich erfolgen.

Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch Unterzeichnung einer datierten schriftlichen Übertragungserklärung von Aktionär und Erwerber mit Eintragung der Übertragung ins Aktienregister. Die Fondsgesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises einer Aktienübertragung akzeptieren, wenn die Fondsgesellschaft diese für geeignet hält, Nachweis über den Rechtsübergang zu führen. Auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen. Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Fondsgesellschaft oder von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat hierzu bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 11 der Satzung frei übertragbar.

(2) Aktionäre teilen der Fondsgesellschaft bei Ersteintragung eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Fondsgesellschaft dies im Aktienregister vermerken. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Fondsgesellschaft beziehungsweise eine andere von der Fondsgesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, so lange, bis der Aktionär der Fondsgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Fondsgesellschaft ändern.

(3) Die Fondsgesellschaft erkennt nur einen Berechtigten je Aktienanteil an. Falls mehrere Rechtspersonen als Eigentümer einer Aktie eingetragen sind, gilt die im Aktienregister zuerst genannte Rechtsperson als Vertreter aller Mitberechtigten und wird von der Fondsgesellschaft wie ein alleiniger Eigentümer der Aktien behandelt. Dies gilt insbesondere für alle Aktionärsrechte sowie den Versand von Mitteilungen der Fondsgesellschaft. Sofern die Berechtigung an Aktien strittig ist, kann der Verwaltungsrat alle Aktionärsrechte suspendieren, bis der Fondsgesellschaft entweder eine einvernehmliche Regelung oder ein rechtskräftiges Urteil vorgelegt wird, das über die Berechtigung an den Aktien befindet.

Die Fondsgesellschaft kann sich für die Ausgabe von Aktienbruchteilen entscheiden, die ebenfalls im Aktienregister einzutragen sind. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, jedoch nimmt der Inhaber anteilsmäßig am Gesellschaftsvermögen teil.

Art. 7. Ausgabe und Verkauf von Aktien.

(1) Aktien werden nur an Institutionelle Investoren ausgegeben. Aktien dürfen nicht ausgegeben werden, wenn infolge der Ausgabe Aktien (i) von US-Personen, (ii) von mehr als hundert Investoren, (iii) von Investoren, die nicht als Institutionelle Investoren qualifizieren, oder (iv) direkt oder indirekt von natürlichen Personen gehalten werden würden, es sei denn, natürliche Personen halten die Aktien über eine Kapitalgesellschaft oder eine andere Körperschaft im Sinne des deutschen Steuerrechts (unbeschadet dessen muss eine solche Kapitalgesellschaft oder andere Körperschaft als institutioneller Investor gelten). Im Übrigen ist der Verwaltungsrat berechtigt, eine unbegrenzte Zahl voll einbezahlter Aktien auszugeben.

(2) Der Verwaltungsrat ist berechtigt, einen oder mehrere Zeitpunkte zu bestimmen, an dem Angebote zum Abschluss von Zeichnungsvereinbarungen der Investoren durch die Fondsgesellschaft angenommen werden (Closing). Ein Closing kann nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats um bis zu sechs Monate verschoben werden. Die Annahme der Investoren erfolgt mittels einer gesonderten Erklärung der Fondsgesellschaft. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, unter dem Gebot der Gleichbehandlung aller Aktionäre die zu zahlenden Beträge im Ganzen oder in Teilbeträgen abzurufen, spätestens jedoch innerhalb eines Zeitraumes von vier Jahren. Danach entfällt die Zahlungsverpflichtung des Investors wie auch die Verpflichtung der Fondsgesellschaft, Aktien auszugeben. Einzelheiten zum Abruf der Kapitalzusagen und deren Fälligkeit sind im Prospekt geregelt.

(3) Solange die Zahlungsverpflichtung nicht erfüllt ist, erfolgt keine Eintragung der Investoren im Aktienregister der Fondsgesellschaft. Infolgedessen haben Investoren bis zur Eintragung im Aktienregister keinen Aktionärsstatus.

(4) Der Verwaltungsrat kann nach dem ersten Closing weitere Investoren aufnehmen und hierzu weitere Termine (Closings) nach seinem Ermessen bestimmen. Sofern hierbei von den Festlegungen im Emissionsprospekt abgewichen wird, bedarf es nach dem ersten Closing der Zustimmung des Anlagebeirates.

(5) Der Verwaltungsrat kann Mindestanlagebeträge festlegen und nach dem ersten Closing können auch die Konditionen für die Ausgabe von weiteren Aktien verändert werden, um die Gleichbehandlung der Aktionäre zu gewährleisten. Näheres zum Mindestanlagebetrag und zu den Konditionen zur Ausgabe von weiteren Aktien ist im Verkaufsprospekt beschrieben.

(6) Während eines Zeitraums, in dem die Berechnung des Nettoinventarwerts der Fondsgesellschaft gemäß Artikel 13 der Satzung ausgesetzt ist, gibt die Fondsgesellschaft keine Aktien aus. Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt, nachdem Investoren bereits einer Einzahlungsaufforderung Folge leistend Zahlungen an die Fondsgesellschaft

erbracht haben, so wird die Aktienstückzahl auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts ermittelt und ausgeben.

(7) Während der Erstemissionsphase erfolgt die Ausgabe der Aktien zu einem vom Verwaltungsrat bestimmten Kurs, der im Verkaufsprospekt wiedergegeben ist. Danach erfolgen Ausgaben von Aktien stets zum letzten von der Fondsgesellschaft gemäß Art. 12 der Satzung ermittelten jeweiligen Nettoinventarwert. Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, zum Zwecke des Gebotes der Gleichbehandlung der Aktionäre einen Aufschlag (Agio oder Verzinsung) auf den Kurs zu erheben, um etwaige Nachteile für Altaktionäre auszugleichen. Der Aufschlag (Agio) steht der Fondsgesellschaft zu und ist im Verkaufsprospekt näher beschrieben.

(8) Den bestehenden Aktionären wird kein Bezugsrecht auf später auszugebende Aktien eingeräumt.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, leitende Angestellte der Fondsgesellschaft oder andere Personen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen.

Die Fondsgesellschaft kann unter Beachtung der entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen Aktien gegen Sacheinlagen ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Sacheinlagen mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Fondsgesellschaft im Einklang stehen.

Art. 8. Säumiger Investor.

(1) Erfüllt ein Investor innerhalb des vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitraums seine Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Zahlungsaufforderung der Fondsgesellschaft an die im Aktienregister verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, so kann die Fondsgesellschaft den betreffenden Investor zum säumigen Investor erklären. Dies hat zur Folge, dass der säumige Investor eine Entschädigung in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage an die Fondsgesellschaft zu zahlen hat. Im Übrigen gilt Art. 7 Abs. 3 der Satzung entsprechend.

(2) Soweit der säumige Investor bereits Aktionär der Fondsgesellschaft ist, kann der Verwaltungsrat mit Zustimmung des Anlagebeirates darüber hinaus alternativ folgende Maßnahmen treffen:

(a) Zwangsrücknahme der Aktien des säumigen Investors durch die Fondsgesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der betroffenen Aktien oder, falls dieser Betrag niedriger ist, gegen Zahlung von 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis innerhalb von zwei Jahren nach einer Erklärung der Zwangsrücknahme an den Aktionär ausgezahlt werden muss und mit der in Art. 8 Abs. 1 zu zahlenden Entschädigungssumme verrechnet werden kann;

(b) Ankauf der Aktien des säumigen Investors anteilig durch andere Aktionäre zu einem Preis in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts oder, falls dieser Betrag niedriger ist, zu 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien. Das Ankaufsrecht wird in diesem Fall durch die Fondsgesellschaft ausgeübt für Rechnung der anderen Aktionäre. Die Fondsgesellschaft wird unter Dokumentation ihrer Vorgehensweise mit Ausübung des Ankaufsrechtes die Umschreibung der Aktien im Aktionärsregister vornehmen. Etwaige ausgegebene Aktienurkunden werden für kraftlos erklärt und sind der Fondsgesellschaft zurückzugeben.

(c) Kündigung der Zeichnungsvereinbarung im Ganzen oder Reduzierung der Kapitalzusage durch einseitige Erklärung der Fondsgesellschaft gegenüber dem säumigen Investor mit der Folge, dass insofern die Verpflichtung der Fondsgesellschaft auf Ausgabe von Aktien entfällt.

Im Übrigen ist die Fondsgesellschaft berechtigt, einen etwaigen weitergehenden Schaden gegen den säumigen Investor geltend zu machen.

(3) Die Fondsgesellschaft ist berechtigt, den ausgefallenen Betrag von anderen Aktionären anzufordern, allerdings nur, wenn und so weit noch offene Kapitalzusagen bestehen. In Abstimmung mit dem Anlagebeirat können auch neue Investoren als Aktionäre aufgenommen werden.

Art. 9. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme.

(1) Jeder Aktionär kann verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen ausbezahlt wird.

Der Fondsgesellschaft bleibt jedoch vorbehalten, die Rücknahme der Aktien auszusetzen, wenn außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen.

Insbesondere bleibt der Fondsgesellschaft vorbehalten, die Rücknahme bis zum Ablauf eines Jahres nach Vorlage der Aktien zu verweigern, wenn die liquiden Mittel der Fondsgesellschaft (Bargeld, Bankguthaben, Geldmarktanlagen und börsennotierte Wertpapiere) nicht zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

Reichen auch nach Ablauf dieser Frist die liquiden Mittel nicht aus, so wird die Fondsgesellschaft Vermögensgegenstände der Fondsgesellschaft veräußern. Bis zur Veräußerung dieser Vermögensgegenstände zu angemessenen Bedingungen, längstens jedoch für einen Zeitraum von zwei Jahren nach Vorlage von Aktien zur Rücknahme, kann die Fondsgesellschaft die Rücknahme verweigern.

(2) Die Fondsgesellschaft ist berechtigt, sich zur Gewährleistung der Rücknahme zu verschulden und insofern die im Prospekt vorgegebene 60%-Belastungsgrenze zu überschreiten. Die über die 60%-Belastungsgrenze hin ausgehende Fremdkapitalaufnahme darf jedoch 10% des Bruttovermögens der Fondsgesellschaft nicht überschreiten. Die zusätzliche

Kreditaufnahme muss zu marktüblichen Bedingungen erfolgen, darf nur vorübergehend eingegangen werden und muss kurzfristig durch Ausgabe von Aktien, Veräußerung von Vermögensgegenständen oder Einbehalt von Erlösen ausgeglichen werden.

(3) Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht dem Nettoinventarwert je Aktie zum Zeitpunkt der Rücknahme. Werden Aktien vor der Liquidierung der Gesellschaft zurückgegeben, errechnet sich der Rücknahmepreis nach dem Nettoinventarwert je Aktie zum Zeitpunkt der Rücknahme abzüglich eines Rücknahmeabschlages zugunsten der Gesellschaft, der sich nach der Zeitspanne zwischen dem ersten Closing und der Auszahlung des Anteils am Gesellschaftsvermögen wie folgt staffelt:

Zeitspanne	Rücknahmeabschlag
< 2 Jahre	3 %
> 2 Jahre, < 3 Jahre	2 %
> 3 Jahre, < 4 Jahre	1 %
> 4 Jahre	0 %

Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, in dem Fall, dass ein Aktionär die Rücknahme aller oder einiger der von ihm gehaltenen Aktien von der Fondsgesellschaft beantragt und in demselben Closing dieselbe Anzahl von Aktien durch ein Verbundenes Unternehmen oder einen Investor gezeichnet wird, nach seinem freien Ermessen bei der Berechnung des Rücknahmepreises auf die Erhebung des Rücknahmeabschlages zu verzichten, wenn dadurch der Fondsgesellschaft sowie den bestehenden anderen Anlegern des Fonds keine wirtschaftlichen Nachteile entstehen oder durch diese Rückgabe der Nettoinventarwert je Aktie nicht negativ verändert wird.

(4) Erfordert die Rücknahme eine zusätzliche Berechnung des Nettoinventarwertes, ist der Rücknahmepreis außerdem um die externen Kosten für diese Berechnung (die "Externen Kosten"), maximal jedoch um 0,5 % des anteiligen Nettoinventarwertes, zugunsten der Fondsgesellschaft zu kürzen. Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, in dem Fall, dass ein Aktionär die Rücknahme aller oder einiger der von ihm gehaltenen Aktien von der Fondsgesellschaft beantragt und in demselben Closing dieselbe Anzahl von Aktien durch ein Verbundenes Unternehmen oder einen Investor gezeichnet wird, nach seinem freien Ermessen, bei der Berechnung des Rücknahmepreises auf die Berücksichtigung der Externen Kosten zu verzichten, wenn dadurch der Fondsgesellschaft sowie den bestehenden anderen Anlegern des Fonds keine wirtschaftlichen Nachteile entstehen und dadurch der Nettoinventarwert je Aktie nicht negativ verändert wird. Der Aktionär kann bei Rückgabe der Aktien verlangen, dass die Abwicklung der Rücknahme so lange aufgeschoben wird, dass keine zusätzliche Berechnung erforderlich wird und hiermit verbundene Kosten zu Lasten des Aktionärs vermieden werden.

(5) Die Fondsgesellschaft kann die Rücknahme der Aktien aussetzen, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes auf Grund außergewöhnlicher Umstände gemäß Artikel 13 der Satzung ausgesetzt wurde. Solange die Rücknahme ausgesetzt ist, dürfen keine neuen Aktien ausgegeben werden. Die Fondsgesellschaft wird der staatlichen Aufsichtsbehörde die Entscheidung zur Aussetzung der Rücknahme unverzüglich anzeigen. Die Fondsgesellschaft wird die Aktionäre durch eine schriftliche Bekanntmachung an die im Aktienregister angegebene Anschrift über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien unterrichten. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, der bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich widerrufen wurde, so wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

(6) Mit der Erklärung der Fondsgesellschaft gegenüber dem Aktionär, die Rücknahme durchzuführen, verliert dieser seine Rechtsstellung als Aktionär und wird im Aktionärsregister der Fondsgesellschaft gestrichen. Etwaige ausgegebene Aktien werden für kraftlos erklärt. Die Urkunden müssen der Fondsgesellschaft zurückgegeben werden.

(7) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen nach Rücknahme gezahlt.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Fondsgesellschaft kann den Erwerb von Aktien durch bestimmte Rechtspersonen einschränken oder verweigern, wenn die Begründung eines Eigentumsrechts nach Ansicht des Verwaltungsrats der Fondsgesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften begründen könnte oder wenn die Fondsgesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterliegen würde.

Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und nichtinstitutionellen Investoren im Sinne dieser Satzung beschränken. Zu diesem Zweck kann die Fondsgesellschaft:

(1) die Ausgabe von Aktien oder die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte dafür gibt, dass dieser Vorgang dazu führt, dass US-Personen oder nicht-institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an diesen Aktien erwerben.

(2) von Aktionären und Erwerbsinteressenten verlangen, dass sie der Fondsgesellschaft jegliche von der Fondsgesellschaft gewünschten Informationen beibringen und deren Richtigkeit an Eides statt versichern, die die Fondsgesellschaft für notwendig hält, um darüber zu entscheiden, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs oder Erwerbsinteressenten bei einer US-Person oder einem nicht-institutionellen Investor im Sinne dieser Satzung liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. nicht-institutionellen Investoren ergeben würde.

(3) von einem Aktionär verlangen, dass seine Aktien nur an eine andere Rechtsperson übertragen werden, die keinerlei Einschränkungen im Sinne dieser Satzung unterliegt. Der Nachweis hierüber ist gegenüber der Fondsgesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen zu führen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein nicht-institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Erfüllt der betreffende Aktionär diese Verpflichtung nicht, kann die Fondsgesellschaft nach Fristablauf zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen, und zwar auf folgende Art und Weise:

(a) Der Verwaltungsrat stellt dem Aktionär, der im Aktienregister als Eigentümer der Aktien eingetragen ist, eine Mitteilung zu (nachstehend "Kaufmitteilung" genannt), in der die Stückzahl der zu kaufenden Aktien und die Berechnungsweise des Kaufpreises angegeben sind. Diese Mitteilung erfolgt an die im Aktienregister der Fondsgesellschaft eingetragene Anschrift des betreffenden Aktionärs. Mit Ablauf des Tages, der in der Kaufmitteilung angegeben wird, endet seine Rechtsposition als Aktionär dieser Aktien. Er wird im Aktienregister der Fondsgesellschaft gestrichen. Etwaig ausgegebene Aktienurkunden werden für kraftlos erklärt und sind der Fondsgesellschaft zurückzugeben.

(b) Die für jede Aktie zu zahlende Vergütung (nachstehend "Kaufpreis" genannt), entspricht dem gemäß Artikel 12 berechneten Nettoinventarwert je Aktie am letzten Bewertungstag, der dem vom Verwaltungsrat für die Rücknahme der Aktien bestimmten Zeitpunkt der Kaufmitteilung unmittelbar vorausgeht, abzüglich der Kosten und Gebühren und einer Rücknahmeprovision entsprechend Artikel 9 der Satzung.

(c) Der Kaufpreis wird in Euro nach der endgültigen Ermittlung der Höhe des Kaufpreises an den betreffenden Eigentümer gezahlt, und zwar an eine Zahlstelle einer Bank in Luxemburg oder an einem anderen, in der Kaufmitteilung bestimmten Ort, hinterlegt. Der Kaufpreis muss innerhalb von zwei Jahren nach der Kaufmitteilung ausgezahlt werden. Mit Zugang der Kaufmitteilung verliert der frühere Eigentümer - mit Ausnahme des Rechts auf Erhalt des nicht verzinslichen Kaufpreises - jedwede Rechte an diesen Aktien sowie jedwede Rechte und Ansprüche gegen die Fondsgesellschaft oder aus dem Vermögen der Fondsgesellschaft. Aktionäre können Forderungen nach Maßgabe dieser Bestimmungen nur innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt des in der Kaufmitteilung angegebenen Datums geltend machen. Mit Ablauf dieser Frist entfallen alle etwaigen Ansprüche des Aktionärs. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, alle Maßnahmen zum Vollzug dieser Regelung zu ergreifen, die ihm erforderlich erscheinen.

(d) Die Ausübung der hiermit der Fondsgesellschaft eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass die Berechtigung an diesen Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder die Aktien in Wirklichkeit von jemand anderem gehalten werden als von der Rechtsperson, die am Tage der Erstellung der Kaufmitteilung als Berechtigter an diesen Aktien ausgewiesen ist. Diese Vorschrift findet nur dann keine Anwendung, wenn die Fondsgesellschaft bösgläubig ist.

(4) "US-Personen" im Sinne dieser Satzung sind Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA oder nach den Gesetzen von USBundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen oder Trusts außer Nachlässe oder Treuhandverhältnisse, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt werden, sowie jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn deren Besitz gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA einer oder mehreren US-Personen oder mittels der im US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung "US-Personen" im Sinne dieser Vorschriften zugeschrieben wird.

Der Begriff "US-Person" betrifft nicht Gründungaktionäre, solange sie diese Aktien halten, noch Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Fondsgesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

(5) Der Begriff "nicht-institutioneller Investor" im Sinne dieser Satzung umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als Institutionelle Investoren gelten.

Art. 11. Übertragung von Aktien.

(1) Jede Verfügung über Aktien, soweit und solange diese zum Sicherungsvermögen eines Versicherungsunternehmens oder zum gebundenen Vermögen eines Versorgungswerkes gehören, bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Die Verfügung über Aktien, die nicht zum Sicherungsvermögen eines Versicherungsunternehmens oder zum gebundenen Vermögen eines Versorgungswerkes gehören, bedarf der Zustimmung der übrigen Aktionäre, mit Ausnahme von Übertragungen an ein Verbundenes Unternehmen. Unter einer Verfügung im Sinne dieser Satzung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien zu verstehen. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch den Aktionär nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Über Aktien kann nicht wirksam verfügt werden, wenn infolge der Verfügung Aktien (i) von US-Personen, (ii) von mehr als hundert Investoren, (iii) von Investoren, die nicht als Institutionelle Investoren qualifizieren oder (iv) direkt oder indirekt von natürlichen Personen gehalten werden würden, es sei denn, natürliche Personen halten die Aktien über eine Kapitalgesellschaft oder eine andere Körperschaft im Sinne des deutschen Steuerrechts (unbeschadet dessen muss eine solche Kapitalgesellschaft oder andere Körperschaft als Institutioneller Investor gelten). Zu den Institutionellen Investoren gehören unter anderem Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesell-

schaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen und in anderer Weise als Institutionelle Investoren qualifizieren.

(3) Den übrigen Aktionären wird ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Dieses Vorkaufsrecht gilt jedoch nicht für den Fall der Übertragung von Aktien eines Aktionärs an ein verbundenes Unternehmen. Vor jeder Verfügung über Aktien hat der Aktionär die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Institutionellen Investor für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei Monaten Gebrauch machen, ist der Aktionär in der Verfügung über die Aktien frei.

(4) Soweit und so lange Aktien zum Sicherungsvermögen eines Versicherungsunternehmens gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts Einer Aktie.

(1) Die Fondsgesellschaft hat unter der Aufsicht des AIFM die Zentralverwaltung mit der Berechnung des Nettoinventarwerts beauftragt. Die Zentralverwaltung übt ihre Aufgaben unparteiisch mit dem erforderlichen Wissen und Verständnis und der gebotenen Sorgfalt in Einklang mit Teil II des Gesetzes vom 13. Februar 2007 sowie des AIFM Gesetzes aus.

Die Haftung des AIFM gegenüber der Fondsgesellschaft und den Investoren wird von einer solchen Übertragung nicht berührt.

Der Nettoinventarwert einer Aktie wird in Euro ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Der Nettoinventarwert einer Aktie wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert der Fondsgesellschaft (die Summe der Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten der Fondsgesellschaft) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des AIFM auf einen vollen Euro-Betrag aufoder abgerundet werden. Die Veröffentlichung des Nettoinventarwerts erfolgt gemäß den Festlegungen der Fondsgesellschaft, dem AIFM und der Zentralverwaltung.

Der AIFM kann, bei wesentlichen Änderungen des Wertes von bedeutenden Vermögensgegenständen der Fondsgesellschaft die vorherige Bewertung aufheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung oder Neubewertung mit Unterstützung der jeweiligen Bewertungsberater durchführen.

(2) Die Vermögenswerte der Fondsgesellschaft bestehen aus:

- (a) auf den Namen der Fondsgesellschaft eingetragenem Grundvermögen oder grundstücksgleichen Rechten;
- (b) Gesellschaftsanteilen an Gesellschaften, die ihrerseits direkt oder mittelbar Grundvermögen oder grundstücksgleiche Rechte halten;
- (c) Forderungen jedweder Art, insbesondere gegen Tochter- und Enkelgesellschaften;
- (d) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- (e) Geldmarktpapieren;
- (f) von der Fondsgesellschaft gehaltenen Aktien und sonstigen Wertpapieren;
- (g) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Fondsgesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
- (h) Zinsen, die auf im Eigentum der Fondsgesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- (i) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Fondsgesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;
- (j) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

(3) Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

(a) Direkt gehaltenes Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung der Wertentwicklung der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert von dem AIFM mit Unterstützung eines oder mehrerer Bewertungsberater bewertet.

(b) Indirekt über Tochtergesellschaften oder Enkelgesellschaften gehaltene Vermögenswerte werden bei mehrheitlich gehaltenen Beteiligungen über die Konsolidierung dieser Gesellschaften berücksichtigt, bei nicht mehrheitlich gehaltenen Beteiligungen indirekt über die Bewertung der jeweiligen Beteiligung.

(c) Kassenbestände oder Bareinlagen, Forderungen jedweder Art sowie aktivische Rechnungsabgrenzungsposten werden im Zeitpunkt ihres Entstehens zum Nominalwert berücksichtigt, es sei denn, dass der Eingang oder die Realisierung dieser Wertansätze nach Maßgabe der Einschätzung des AIFM unwahrscheinlich ist. In diesem Fall ist der AIFM berechtigt, einen angemessenen und im Ermessen des AIFM stehenden Abschlag auf die Nominalwerte vorzunehmen.

(d) Der Bewertungskurs von Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite sukzessive dem Rücknahmekurs angepasst. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

(e) An einer Börse notierte oder in einem anderen geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet.

(f) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, sind auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises durch den AIFM zu bewerten.

(g) Beteiligungen werden nur konsolidiert, wenn sie mehrheitlich gehalten werden. Nicht mehrheitlich gehaltene Beteiligungen werden nach Wahl des AIFM mit dem Liquidationswert oder dem Marktwert bewertet.

(4) Zur Unterstützung bei der Ermittlung des Werts der Immobilien der Fondsgesellschaft und ihrer mehrheitlich gehaltenen Tochter- und Enkelgesellschaften, einschließlich der grundstücksgleichen Rechte, ernennt der AIFM im Namen der Fondsgesellschaft einen oder mehrere Bewertungsberater. Der AIFM mit Unterstützung der Bewertungsberater bewertet alle Immobilien, die im Eigentum der Fondsgesellschaft oder seiner Tochter- und Enkelgesellschaften stehen, einmal jährlich anhand international anerkannter Bewertungsmethoden (z. B. Red Book Standard der RICS - Royal Institution of Chartered Surveyors). Der AIFM kann in seinem Ermessen eine andere Bewertungsmethode wählen, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts der Fondsgesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

Vor dem Ankauf einer Immobilie ist deren Erstbewertung im Rahmen eines ausführlichen Wertgutachtens erforderlich, die die Angemessenheit des zu zahlenden Kaufpreises nachweist.

Ab dem Erstellungsdatum des Erstgutachtens werden jährlich Folgebewertungen der Immobilien durchgeführt. Allerdings können der Zeitpunkt der Erstellung des Gutachtens und Bewertungsstichtag voneinander abweichen. Die Folgebewertungen können in Form marktüblicher Kurzgutachten erstellt werden, sofern sich

- mit Ausnahme der Vermietungssituation - keine wesentlichen wertbeeinflussenden Faktoren geändert haben. Für die Berechnung des Nettoinventarwertes maßgebliche Wertgutachten dürfen nicht älter als 12 Monate sein.

Kaufpreise dürfen nur unwesentlich höher und Verkaufspreise nur unwesentlich niedriger als das Ergebnis der im letzten gültigen Gutachten festgestellte Wert vereinbart werden, es sei denn, es liegt eine außergewöhnliche Situation vor, welche die Abweichung rechtfertigt. In diesem Fall muss der AIFM vor dem Erwerb beziehungsweise der Veräußerung eine Empfehlung des Anlagebeirates einholen und die Entscheidung im nächsten Rechenschaftsbericht begründen. Eine neue Bewertung muss in jedem Fall vor dem Verkauf von Immobilien durchgeführt werden, wenn deren letzte Bewertung mehr als sechs Monate vor dem Abschluss des Kaufvertrages zurückliegt.

Sofern eine eigenständige Bewertung von Gesellschaften erforderlich ist, erfolgt diese auf Grundlage der vorgenannten Gutachten des AIFM für die von diesen Gesellschaften gehaltenen Immobilien. Die Bewertung der Immobilien durch den AIFM mit Unterstützung der Bewertungsberater erfolgt entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen einmal jährlich, beginnend mit dem Datum des für den Ankauf erforderlichen Erstgutachtens. Für die Ermittlung des Nettoinventarwertes ist die jeweils letzte gültige Immobilienbewertung, die nicht älter als 12 Monate sein darf, maßgeblich.

(5) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes ist zum Ende des Geschäftsjahres durchzuführen. Der zum Abschluss eines Geschäftsjahres festgestellte Wert wird während des darauf folgenden Geschäftsjahres verwendet, sofern nicht die Änderung der allgemeinen wirtschaftlichen Lage oder des Zustandes der Immobilie eine Neubewertung erfordert.

(6) Die Verbindlichkeiten der Fondsgesellschaft umfassen:

(a) Darlehensverbindlichkeiten sowie jedwede andere in Geld auszugleichende Verbindlichkeiten einschließlich wandelbarer Schuldtitel;

(b) sämtliche auf diese Darlehen oder sonstige Verbindlichkeiten aufgelaufenen Zinsen und Gebühren;

(c) sämtliche aufgelaufenen oder zu vergütenden Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Managementvergütungen, Gebühren der Verwahrstelle und der Zentralverwaltung);

(d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlten, von der Fondsgesellschaft ausgewiesenen Ausschüttungen;

(e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die die Vermögenswerte und die Einkünfte unter Annahme der Going-concern-Grundsätze am Bewertungstag betreffen, und gegebenenfalls andere, vom AIFM beschlossene Rückstellungen sowie solche Rückstellungen, die der AIFM in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Fondsgesellschaft als angemessen ansieht;

(f) Kosten der Verwaltung und der Bewirtschaftung der Immobilien, soweit diese nicht auf die Mieter umlegbar sind;

(g) alle anderen Verbindlichkeiten der Fondsgesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht auszuweisen sind.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Fondsgesellschaft sämtliche von der Fondsgesellschaft zu zahlenden Aufwendungen, insbesondere auch die gemäß Artikel 22 der Satzung zu tragenden Kosten.

Die Fondsgesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Aufwendungen und Kosten für Bilanzierungszwecke und sonstige Abgrenzungen und Abrechnungen im eigenen Ermessen schätzen und im Voraus in Ansatz bringen.

(7) In Bezug auf die Aktien der Fondsgesellschaft gilt Folgendes:

(a) Aktien, welche gemäß Art. 9 dieser Satzung zurückgekauft werden, gelten bis zu dem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Bewertungszeitpunkt als im Umlauf befindlich. Ab diesem Zeitpunkt sind diese Aktien nicht mehr im

Umlauf befindlich und der zu ermittelnde Rücknahmepreis nach Abzug von etwaigen Kosten, Gebühren und Provisionen als Verbindlichkeit zu bewerten.

(b) Von der Fondsgesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

(8) Bei schwebenden Geschäften der Fondsgesellschaft und ihrer Tochter- und Enkelgesellschaften gilt, unabhängig von etwaig abweichenden Rechnungslegungsvorschriften, folgende Regelung:

a) Vermögenswerte werden erst mit dem Zugang oder bis zum Abgang (Eigentumswechsel) erfasst und berücksichtigt, es sei denn, dass der Übergang von Nutzen und Lasten einschließlich der Gefahr vorher erfolgt. In einem solchen Fall gilt der frühere Zeitpunkt.

b) Etwaig entstehende Wertdifferenzen bis zu diesem Zeitpunkt werden vom AIFM ermittelt und in pflichtgemäßem Ermessen bei der Berechnung berücksichtigt. Dies gilt entsprechend für ausstehende Forderungen oder Verbindlichkeiten in Abwicklung dieser Geschäfte.

c) Im Übrigen gilt allgemein, dass derartige Geschäfte erst dann erfasst werden, wenn nach der Einschätzung des AIFM die Abwicklung eines schwebenden Geschäftes wahrscheinlich ist.

d) Nicht betragsmäßig feststehende Erlöse und Verpflichtungen werden vom Verwaltungsrat geschätzt.

(9) Die nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwertes gültigen Wechselkurs (Devisenmittelkurs) in Euro umgerechnet. Sollten Notierungen in Luxemburg nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs durch den AIFM auf Basis anderer Handelsplätze ermittelt und festgelegt.

(10) Der AIFM kann in seinem Ermessen eine andere Bewertungsmethode wählen, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts der Fondsgesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

(11) Besonderheiten ergeben sich für die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie, wenn mehrere Aktiengattungen eingerichtet worden sind:

a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erfolgt in diesem Fall gemäß den in Artikel 12 aufgeführten Wertansätzen für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Nettofondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am Gesamtwert des Nettofondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Wert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am Gesamtwert des Nettofondsvermögens.

Art. 13. Zeitpunkt der Berechnung, Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes und Ausgabe von Aktien. Die Zentralverwaltung errechnet unter der Aufsicht des AIFM den Nettoinventarwert je Aktie. Die Berechnung erfolgt mindestens einmal jährlich zum Ende des Geschäftsjahrs der Fondsgesellschaft sowie darüber hinaus zu jedem Tag, an dem der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen die Preisfestsetzung einer Ausgabe von Aktien genehmigt. Die Fondsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie und die Ausgabe ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom AIFM nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem Immobilienmarkt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Fondsgesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre nicht durchführbar ist oder wenn nach Meinung des AIFM die Ausgabe-, Verkaufs- und/oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können;

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Fondsgesellschaft angewandten Kommunikationsmittel oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Fondsgesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwertes von größter Wichtigkeit ist (im alleinigen Ermessen des AIFM), nicht schnell oder nicht präzise genug ermittelt werden kann;

(c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Fondsgesellschaft nicht genau bestimmt werden kann;

(d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des AIFM nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann;

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder andere Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Fondsgesellschaft notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage), oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde;

(f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Fondsgesellschaft aufzulösen;

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder präzise genug zu bestimmen sind.

In einem solchen Fall informiert die Fondsgesellschaft die Aktionäre und Investoren umgehend über die Aussetzung und den Grund.

Titel III. Verwaltung und Überwachung

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder. Die Fondsgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei und maximal fünf Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Fondsgesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt maximal sechs Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, in der Aktionärsversammlung gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch Beschluss der Aktionärsversammlung abberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Rücktritt oder aus einem anderen Grund vakant werden, so können die verbliebenen Mitglieder des Verwaltungsrates ein neues Mitglied ernennen, dessen Amtszeit entweder durch die nächste Aktionärsversammlung beendet oder verlängert wird.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss, welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst und für deren Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen. Er tagt ausschließlich im Land Luxemburg an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretende Generaldirektoren sowie andere leitende Angestellte, ernennen, die die Fondsgesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Fondsgesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Fondsgesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Brief, Telefax, E-Mail oder anderem gleichwertigen Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Brief, Telefax, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Fondsgesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt.

Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Brief, Telefax, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Die Unterschriften können auf einer einzigen Urkunde erscheinen, aber auch auf mehreren Kopien eines identischen Beschlusses. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat vertritt die Fondsgesellschaft in allen Rechtsgeschäften und Rechtshandlungen, die durch den Gesellschaftszweck und die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 der Satzung gedeckt sind.

Der Verwaltungsrat verfügt über alle Rechte mit Ausnahme derjenigen, die aufgrund rechtlicher Bestimmungen oder aufgrund dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann insbesondere Kredite aufnehmen, die Vermögenswerte der Fondsgesellschaft im Ganzen oder in Teilen belasten, gleichgültig in welcher Form oder mit welchen Sicherungsrechten, oder andere Sicherheiten gewähren.

Art. 17. Vertretungsbefugnis. Im Außenverhältnis wird die Fondsgesellschaft rechtswirksam durch zwei Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Der Verwaltungsrat kann außerdem eine oder mehrere Personen mit einer allgemeinen oder einer nur im Einzelfall geltenden Vertretungsbefugnis ausstatten.

Art. 18. Übertragung von Befugnissen des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Fondsgesellschaft und seine Befugnisse, Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik (Art. 4 und 19 der Satzung) vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen. Eine Übertragung an Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der vorherigen Zustimmung der Aktionärsversammlung.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen können. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, seine Befugnisse mit Ausnahme der Vertretungsmacht auf den Ausschuss zu übertragen.

Art. 19. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der im Namen des Fonds handelnde AIFM ist verpflichtet, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung die im Verkaufsprospekt festgelegte Anlagestrategie in Übereinstimmung mit den jeweils geltenden Gesetzen und sonstigen Bestimmungen der Aufsichtsbehörde umzusetzen.

Die Fondsgesellschaft kann sowohl Direktinvestitionen in Immobilien tätigen als auch indirekte Investitionen über Tochter- und Enkelgesellschaften, und zwar sowohl in Form von Mehrheits- als auch von Minderheitsbeteiligungen. "Anlagen" oder "Vermögensgegenstände" im Sinne dieser Satzung sind jedwede direkte oder indirekte Investitionen, die unmittelbar oder mittelbar im Eigentum der Fondsgesellschaft stehen. Hierzu zählen auch Darlehen an Tochter- oder Enkelgesellschaften.

Der im Namen des Fonds handelnde AIFM kann nur auf Empfehlung des Anlagebeirats die im Verkaufsprospekt festgelegte Anlagepolitik ändern oder Ausnahmen hiervon zulassen.

Art. 20. AIFM. Die Fondsgesellschaft hat den AIFM als ihren externen Verwalter alternativer Investmentfonds beauftragt. Der AIFM verwaltet dementsprechend die Fondsgesellschaft im Einklang mit dem Verkaufsprospekt, der Satzung, dem Investment & Asset Management Vertrag sowie unter den Bedingungen und innerhalb der Beschränkungen der Luxemburger Gesetze und Verordnungen, insbesondere dem Gesetz vom 13. Februar 2007, dem AIFM Gesetz und im ausschließlichen Interesse der Investoren. Einzelheiten hinsichtlich der Benennung des externen Verwalters alternativer Investmentfonds sind im Verkaufsprospekt geregelt.

Der AIFM ist für das Portfolio- und Risikomanagement der Fondsgesellschaft verantwortlich, d. h. unter anderem für das Management aller Vermögenswerte der Fondsgesellschaft und deren Tochter- und Enkelgesellschaften, der Gründung von Tochter- und Enkelgesellschaften und den Kauf, die Verwaltung und Bewirtschaftung sowie den Verkauf von Immobilien für die Fondsgesellschaft und deren Tochter- und Enkelgesellschaften.

Die Fondsgesellschaft ist nur berechtigt, eine Firmierung mit dem Bezug auf Aberdeen Management Services zu tragen, solange Aberdeen Management Services S.A. der AIFM dieser Fondsgesellschaft ist und die Aberdeen-Gruppe die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungsrates stellt. Gleiches gilt auch für Tochter- und Enkelgesellschaften der Fondsgesellschaft.

Die vorgenannten Regelungen und weiteren Bestimmungen werden im Einzelnen zwischen der Fondsgesellschaft und Aberdeen Management Services S.A. gesondert vertraglich vereinbart. Diese vertraglichen Regelungen sind auch Bestandteil des Verkaufsprospekts.

Soweit und solange die Fondsgesellschaft einen externen AIFM ernannt hat, sollen Bezugnahmen auf die "Fondsgesellschaft" so ausgelegt werden, dass auch der AIFM gemeint ist. Für den Fall, dass die Fondsgesellschaft keinen alternativen Investmentfondsmanager ernannt hat oder im Falle der Einstellung der Tätigkeit des AIFM, übernimmt die Fondsgesellschaft selbst alle Befugnisse und Aufgaben.

Art. 21. Anlagebeirat. Für die Fondsgesellschaft wird ein Anlagebeirat gebildet, der den Verwaltungsrat und/oder den AIFM bei Investitionen und Verkäufen sowie sonstigen wichtigen Geschäftsvorfällen, insbesondere bei Interessenkonflikten, berät und unterstützt, und zwar auf Basis der jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen, dieser Satzung sowie des Verkaufsprospekts.

Beschlüsse des Anlagebeirates sind lediglich Empfehlungen und haben keine Bindungswirkung für den Verwaltungsrat/AIFM.

Weiteres regelt eine Geschäftsordnung, die durch den Verwaltungsrat und/oder den AIFM vorgegeben wird.

Art. 22. Kosten und Gebühren. Die Fondsgesellschaft zahlt an den AIFM im Rahmen eines gesonderten Vertrages gemäß Artikel 20 der Satzung Vergütungen für das Management der Fondsgesellschaft, die Verwaltung und Bewirtschaftung von Immobilien sowie für An- und Verkäufe von Objekten. Näheres regelt der Vertrag, der im Wesentlichen auch im Verkaufsprospekt wiedergegeben wird.

Die Kosten der Fondsgesellschaft sind insbesondere:

- Gründungskosten der Fondsgesellschaft inklusive der Kosten und Aufwendungen der Fondsgesellschaft im Zusammenhang mit der Konzeption der Investitionsstrukturen und der Einwerbung der Aktionäre,

- alle Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion auch tatsächlich erfolgreich abgeschlossen wird,

- von der Fondsgesellschaft zu tragende Verwaltungskosten,
 - Kosten für die Bewertungsberater,
 - Kosten und Gebühren der Verwahrstelle, Zentralverwaltung, Zahlstelle, Register- und Transferstelle sowie der ständigen Vertreter an den Registrierungsstellen der Fondsgesellschaft sowie ihrer Tochter- und Enkelgesellschaften sowie anderer Dienstleister oder Vertreter,
 - Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten),
 - marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Mietverträgen), die neben der Vergütung des AIFM für seine Leistungen im Rahmen der Verwaltung und Bewirtschaftung des Immobilienbestandes an Dritte gezahlt werden,
 - Gebühren und Aufwendungen für Rechtsberatung, Steuerberatung und Wirtschaftsprüfung (einschließlich der Due-Diligence-Aufwendungen bei potentiellen Investitionen), auch soweit diese Beträge in Verbindung mit der Tätigkeit des Promoters für die Fondsgesellschaft oder der Ausgabe von Aktien der Fondsgesellschaft stehen,
 - Gebühren und Aufwendungen in Verbindung mit der Registrierung oder der Aufrechterhaltung der Registrierung der Fondsgesellschaft bei staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern
 - Berichts- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Zusammenstellung, den Druck, die Werbung und Verteilung von Verkaufsprospekten, erklärender Memoranden, regelmäßiger Berichte oder Eintragungsauszüge,
 - Kosten der Berichte an die Aktionäre,
 - Kosten, die im Zusammenhang mit der Feststellung des Nettoinventarwertes der Fondsgesellschaft und ihrer Aktien entstehen,
 - Kosten für die Einberufung und Durchführung von Aktionärsversammlungen und Verwaltungsratssitzungen, Sitzungen des Anlagebeirates und anderer Gremien der Fondsgesellschaft,
 - sämtliche Steuern, Zölle, staatliche und ähnliche Abgaben
- sowie sämtliche anderen Verwaltungskosten, einschließlich Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für die etwaige Veröffentlichung von Ausgabe- und Rücknahmepreisen, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Telexgebühren.

Die oben aufgeführten Vergütungen und Gebühren können auch ganz oder teilweise bei Tochter- und Enkelgesellschaften anfallen oder diesen von der Fondsgesellschaft belastet werden.

Art. 23. Interessenkonflikte. Eventuelle Interessenkonflikte des Promoters, des AIFM, eines Aktionärs oder Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat, dem AIFM und dem Anlagebeirat jederzeit und vollständig offen zu legen.

Promoter, AIFM und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied mit Interesse an einer Transaktion, welche zu einem Interessenkonflikt mit der Fondsgesellschaft führen kann, hat den AIFM hiervon zu unterrichten und eine Abschrift über seine Erklärung zu übermitteln, welche in das Sitzungsprotokoll der Aktionärsversammlung einzugehen hat. Ein solches Verwaltungsratsmitglied darf bei einer Beratung hinsichtlich der Transaktion nicht teilnehmen. Bei der nächsten Aktionärsversammlung ist vor jeder anderen Abstimmung über einen Beschluss ein spezieller Bericht hinsichtlich jeder Transaktion zu fassen, in dem jeder Interessenkonflikt eines Verwaltungsratsmitglieds mit der Fondsgesellschaft offenzulegen ist.

Unbeschadet des Ziels solche Interessenkonflikte zu identifizieren und zu vermeiden, bemühen sich die Fondsgesellschaft und der AIFM und deren Verwaltungsratsmitglieder alle aufkommenden Interessenkonflikte in der Weise zu lösen, die unter den gegebenen Umständen von allen Parteien als angemessen und gerecht empfunden wird. Zu diesem Zweck unterhalten die Fondsgesellschaft und der AIFM angemessene Prozeduren, die sicherstellen, dass jede Geschäftstätigkeit, die einen Interessenkonflikt beinhaltet und den Interessen der Fondsgesellschaft oder der Investoren schaden kann, mit einem angemessenen Standard an Integrität und Fairness gelöst wird und in einer Weise, die es vermeidet, die Interessen der Fondsgesellschaft oder der Investoren negativ zu beeinflussen.

Für den Fall, dass die Fondsgesellschaft einen Investitionsvorschlag erhält, welcher eine Immobilie betrifft, die teilweise oder ganz, direkt oder indirekt dem AIFM, dem Promoter, einem Aktionär oder Investor gehört, oder im Falle der Veräußerung von Vermögenswerten an eine der zuvor genannten Parteien, ist ein solches Interesse den Investoren und dem Anlagebeirat vollständig offenzulegen. Der Anlagebeirat muss einen solchen Vorschlag vor der Ausführung des Investments oder Divestments genehmigen. Für den Fall, dass die Fondsgesellschaft einen Investitionsvorschlag erhält, welcher eine Immobilie betrifft, die der AIFM, jeder Unter-Berater oder jede Gruppengesellschaft hiervon berät oder beraten hat, haben die Vertragsbedingungen einer solchen Beratungsleistung den Investoren vollkommen offengelegt zu werden, bevor der AIFM eine Entscheidung hinsichtlich des Investitionsvorschlag treffen darf.

Prinzipiell werden alle Transaktionen im Hinblick auf die Fondsgesellschaft nach dem Fremdvergleichsgrundsatz (sog. "arm's length principle") eingegangen.

Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere dann vor, wenn der Fondsgesellschaft ein Angebot zum Erwerb oder Verkauf von Immobilien oder Anteilen an Gesellschaften unterbreitet wird und der Promoter, der AIFM, ein Aktionär oder ein verbundenes Unternehmen

- diese Immobilien im Eigentum hält oder Eigentümer werden möchte,
- Anteile an diesen Gesellschaften hält oder diese finanziert,
- die Verwaltung, Beratung oder Promotertätigkeit im Zusammenhang mit der Immobilie oder den Objektgesellschaften durchführt oder
- Mietpartei eines Objektes ist, auf das sich das Angebot bezieht.

Im Falle eines Interessenkonflikts eines Aktionärs ruht das Stimmrecht des Mitglieds des Anlagebeirats, das von diesem Aktionär in den Anlagebeirat delegiert wurde.

Art. 24. Freistellung und Entschädigung. Die Fondsgesellschaft stellt die Verwaltungsratsmitglieder, den AIFM und etwaige Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter sowie alle Mitglieder des Anlagebeirates von jeder Haftung und von allen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten frei, für die diese auf Grund ihrer Eigenschaft als Funktions-träger der Fondsgesellschaft oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Fondsgesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung in Anspruch genommen werden, es sei denn, dass der Anspruch den Vorwurf grober Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten beinhaltet. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des AIFM bestimmt sich weiter nach den Vorschriften des Management Vertrags.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Fondsgesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren durch die Aktionärsversammlung bestimmten Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréés" qualifiziert sind, überprüft.

Der Auftrag an die Wirtschaftsprüfer hat alle Aufgaben zu umfassen, die die jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen oder sonstige Bestimmungen der Aufsichtsbehörde zur Überprüfung vorschreiben.

Titel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 26. Vertretung. Die Aktionärsversammlung ist das Vertretungsorgan der Aktionäre. Die Beschlüsse der Aktionärsversammlung sind für alle Aktionäre der Fondsgesellschaft verbindlich. Die Aktionärsversammlung besitzt die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Fondsgesellschaft zusammenhängenden Handlungen.

Die Aktionäre jeder Aktiengattung (falls vorhanden) können eigenständige Aktionärsversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, die ausschließlich diese Aktiengattung betreffen.

Art. 27. Aktionärsversammlungen.

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einmal jährlich (Wirtschaftsjahr der Fondsgesellschaft) einberufen. Sie muss auf schriftlichen Antrag von Aktionären, die mindestens 10 % des stimmberechtigten Kapitals halten, einberufen werden.

Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort im Land Luxemburg statt, und zwar am letzten Donnerstag im Monat Januar. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

Ort und Zeitpunkt von außerordentlichen Aktionärsversammlungen unterliegen keinen Beschränkungen.

Aktionäre sind nur rechtswirksam vertreten, wenn die auftretenden Personen ihre Vertretungsberechtigung in schriftlicher Form oder per Fax oder E-Mail nachweisen. Der Verwaltungsrat entscheidet über den Nachweis im eigenen Ermessen. Die Aktionärsversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens 50 % des stimmberechtigten Kapitals ordnungsgemäß vertreten sind, es sei denn, Gesetz oder Satzung schreiben etwas anderes vor. Wenn das Quorum bei einer ersten Versammlung nicht erreicht wird, wird der Verwaltungsrat innerhalb von vier Wochen eine zweite Gesellschafterversammlung einberufen. Diese Versammlung ist ohne Einschränkung beschlussfähig.

(2) Folgende Entscheidungen bedürfen der Zustimmung der Aktionärsversammlung:

- (a) Änderungen der Satzung
- (b) Bestellung der Verwaltungsratsmitglieder
- (c) Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder
- (d) Kündigung des Investment & Asset Management Vertrags
- (e) Bestellung eines neuen AIFM
- (f) Bestätigung der geprüften Jahresabschlüsse der Fondsgesellschaft und Ernennung der Wirtschaftsprüfer der Fondsgesellschaft
- (g) Beendigung der Fondsgesellschaft
- (h) Feststellung und Verwendung des Jahresergebnisses

(i) Entlastung des Verwaltungsrats und anderer Gremien.

Der Verwaltungsrat lädt die eingetragenen Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht Bankarbeitstage schriftlich per Einschreiben ein. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat. Wird die Aktionärsversammlung auf Antrag von Aktionären einberufen, so kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung aufstellen.

Veröffentlichungen zur Einladung zur Aktionärsversammlung erfolgen nur, wenn und soweit dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

Die Versammlung aller Aktionäre kann jederzeit auf alle Form- und Fristvorschriften verzichten, die für die Abhaltung einer Aktionärsversammlung erforderlich sind, und eine Aktionärsversammlung abhalten, indem die Aktionäre erklären, dass sie ordnungsgemäß versammelt und vollständig über die Tagesordnung informiert sind.

Die Aktionärsversammlung darf nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte, die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten der Fondsgesellschaft umfassen müssen, behandeln.

Art. 28. Mehrheitserfordernisse. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann einer anderen Rechtsperson, die nicht Aktionär sein muss und auch Mitglied des Verwaltungsrats sein darf, schriftlich Vollmacht zur Teilnahme und Ausübung des Stimmrechtes erteilen.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden mit 75 % des vertretenen, stimmberechtigten Kapitals gefasst, es sei denn, das Gesetz schreibt einen höheren Prozentsatz oder die Satzung einen anderen Prozentsatz vor.

Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit mit einfacher Mehrheit und ohne Quorumserfordernisse von der Aktionärsversammlung abberufen werden.

Art. 29. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Fondsgesellschaft beginnt am 1. Oktober und endet am 30. September.

Die Abschlüsse der Fondsgesellschaft werden in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg unter Einbeziehung der Ergebnisse der direkt oder indirekt mehrheitlich gehaltenen Tochter- und Enkelgesellschaften aufgestellt.

Art. 30. Dividenden und Ausschüttungen. Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und auf Basis der gesetzlichen Bestimmungen über die Ergebnisverwendung und Dividenden.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen werden an die im Aktienregister der Fondsgesellschaft verzeichneten Aktionäre gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Eine nicht ausbezahlte Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und verbleibt der Fondsgesellschaft.

Dividenden, die beschlossen, aber von der Fondsgesellschaft für die Begünstigten verwahrt werden, werden nicht verzinst.

Die Fondsgesellschaft darf keine Dividenden oder sonstigen Ausschüttungen vornehmen, sofern die Fondsgesellschaft hierdurch in ihrer Zahlungsbereitschaft gegenüber Dritten gefährdet werden würde.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 31. Verwahrstelle. Die Fondsgesellschaft und der AIFM werden im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Verwahrstellenvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in seiner jeweils gültigen Fassung, zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen, wobei auch insbesondere die Anforderungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 und des AIFM Gesetzes zu erfüllen sind.

Die Verwahrstelle übt alle Aufgaben und Pflichten in Einklang mit dem Gesetz vom 13. Februar 2007, dem AIFM Gesetz sowie den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen aus.

Unter den Bedingungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 und des AIFM Gesetzes kann die Verwahrstelle ihre Haftung gegenüber der Fondsgesellschaft und den Investoren ausschließen. Insbesondere unter den Bedingungen in Artikel 19(14) des AIFM Gesetzes und der Voraussetzung, dass die Investoren der Fondsgesellschaft über den Haftungsausschluss und dessen Umstände vor Tätigung ihrer Anlage ordnungsgemäß informiert wurden, kann die Verwahrstelle ihre Haftung für den Fall ausschließen, dass Rechtsvorschriften eines Drittlandes vorschreiben, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer lokalen Einrichtung verwahrt werden, und dass es keine lokalen Einrichtungen gibt, die den Kriterien für eine Beauftragung gemäß Artikel 19(11) Punkt (d) (ii) des AIFM Gesetzes genügen. Soweit anwendbar finden sich weitere Einzelheiten in dem Verkaufsprospekt.

Möchte die Verwahrstelle von ihrer Funktion entbunden werden, so werden sich der Verwaltungsrat und der AIFM nach besten Kräften bemühen, innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamkeit der Beendigung eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder oder der AIFM können die Bestellung der Verwahrstelle nur beenden, wenn eine andere Bank die Funktion als Verwahrstelle in Folge übernimmt.

Art. 32. Beendigung. Die Fondsgesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 27 und 28 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sollte sich der Nettoinventarwert der Fondsgesellschaft auf weniger als zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (€ 1.250.000,00) reduzieren, so hat der Verwaltungsrat

der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Fondsgesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, in der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit des in der Aktionärsversammlung vertretenen stimmberechtigten Kapitals. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (€ 1.250.000,00), so genügt zur Beendigung der Fondsgesellschaft ein Viertel des vertretenen stimmberechtigten Kapitals, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist.

Die Aktionärsversammlung muss innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Fondsgesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten werden.

Art. 33. Liquidation. Die Liquidation der Fondsgesellschaft wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Fondsgesellschaft wird zur Beendigung der Fondsgesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse werden bar ausgezahlt. Unverwertbare Vermögensgegenstände können den Aktionären mit deren Zustimmung gemeinschaftlich als Eigentum übertragen werden.

Art. 34. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften und der Bestimmungen dieser Satzung geändert oder ergänzt werden.

Art. 35. Informationen für Aktionäre und Bevorzugte Behandlung. Der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften erstellt. Abschlüsse der Fondsgesellschaft werden auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung von Tochter-, Enkel und Beteiligungsgesellschaften, an denen die Fondsgesellschaft mehrheitlich beteiligt ist, aufgestellt.

Der geprüfte Jahresbericht muss innerhalb von vier Monaten nach Ende des Geschäftsjahres der Fondsgesellschaft und der ungeprüfte Halbjahresbericht innerhalb von zwei Monaten nach Ende eines jeden Geschäftshalbjahres erstellt werden.

Sonstige wesentliche Information über die Finanzdaten der Fondsgesellschaft, einschließlich der regelmäßigen Berechnung des Nettoinventarwerts und der Ausgabepreise der Aktien sowie alle wesentlichen Dokumente insbesondere Jahresabschlüsse, Halbjahresberichte und Verträge mit Dienstleistern der Fondsgesellschaft, können am Sitz der Fondsgesellschaft erfragt bzw. eingesehen werden. Der AIFM kann darüber hinaus wichtige Information zu der Fondsgesellschaft für die Aktionäre in Tageszeitungen veröffentlichen. Hinweise für die Investoren/Aktionäre sollen an die jeweiligen Adressen der Investoren/Aktionäre wie in der Zeichnungsvereinbarung oder dem Aktienregister angegeben gesendet werden.

Der AIFM stellt jedem Investor zudem am Sitz der Fondsgesellschaft bzw. an den Orten und in der Weise wie im Verkaufsprospekt ausgeführt alle weiteren Informationen wie im Gesetz vom 13. Februar 2007 und dem AIFM Gesetz vorgegeben, zur Verfügung, einschließlich, aber ohne Beschränkung auf den Prozentsatz der Vermögenswerte der Fondsgesellschaft, die besonderen Vereinbarungen unterliegen und sich aus ihrer illiquiden Natur, dem Risikoprofil der Fondsgesellschaft, dem Risikomanagementsystem ergeben und zur Verwaltung der Risiken, denen die Fondsgesellschaft ausgesetzt ist oder sein könnte, eingesetzt wurden.

Jeder Investor wird darauf hingewiesen, dass ein oder mehrere Investoren der Fondsgesellschaft eine besonders bevorzugte Behandlung erhalten haben können, (einschließlich, aber nicht beschränkt auf Honorarvereinbarungen, den Erhalt verschiedener Berichte und Informationen, Anhörungs- und/oder Vertretungsrechte im Anlagebeirat, Möglichkeiten zum Co-Investment, etc.). Genauere Informationen hinsichtlich einer solchen bevorzugten Behandlung stehen allen Investoren am Sitz der Fondsgesellschaft während der normalen Geschäftszeiten als auch auf Anfrage zur Verfügung.

Art. 36. Massgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden auf der Grundlage der jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen und in Einklang mit den sonstigen Anordnungen der Aufsichtsbehörde einschließlich des Gesetzes vom 13. Februar 2007 und des AIFM Gesetzes geregelt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, und keine Wortmeldungen in dieser Versammlung mehr vorlagen, erklärt der Vorsitzende die Versammlung um 15.20 Uhr für geschlossen.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument den erschienenen Personen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen wurde, wurde es von den besagten erschienenen Personen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: E. WEILAND, M. ALEXAKI, A. HAMMI, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 7. November 2014. Relation: EAC/2014/15098. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014187328/954.

(140210143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

DecoLino S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 11, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 192.090.

STATUTS

L'an deux mille quatorze.

Le vingt novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Adelino MARTINS DUARTE, peintre, né le 21 février 1974 à Anadia (Portugal), demeurant à L-8437 Steinfort, 11, rue de Koerich.

Lequel comparant est ici représenté par Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 13 novembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer.

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs co-associés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet tous travaux de décoration d'intérieur ainsi que toutes activités connexes à cet objet principal.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

Elle pourra accomplir toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social et permettant d'en faciliter la réalisation.

La société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion ou par tout autre moyen à des sociétés ou des entreprises ayant en tout ou partie un objet similaire, connexe ou complémentaire au sien, ou apte à en promouvoir ou faciliter la réalisation et ce tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de DecoLino S.à r.l..

Art. 5. Le siège social est établi à Steinfort.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant et, pour autant que les statuts le prévoient, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant le dit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'art. 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'art. 1690 du Code civil.

Art. 10. Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa (leur) fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

Souscription et libération du capital social

Toutes les cent (100) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Adelino MARTINS DUARTE, prénommé.

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2015.

184223

Evaluation

Les frais incombant à la société du chef des présentes sont évalués à environ mille Euros (€ 1.000.-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris en outre les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Adelino MARTINS DUARTE, peintre, né le 21 février 1974 à Anadia (Portugal), demeurant à L-8437 Steinfort, 11, rue de Koerich.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- L'adresse de la société est fixée à L-8437 Steinfort, 11, rue de Koerich.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 21 novembre 2014. Relation: ECH/2014/2251. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014187502/127.

(140209877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Advensys Conseil Sarl, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-9964 Huldange, 49, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 176.203.

Procès-verbal de nomination d'un représentant de succursale et changement d'objet social

Je soussigné Irfan ABDUL, Directeur de la société Advensys Conseil LTD immatriculée à Londres (Limited Company "société à responsabilité limitée" enregistrée au registre Companies House au N°: 07464304) et représentant de la succursale Advensys Conseil SARL (N° immatriculation: B176203) souhaite modifier la succursale Advensys Conseil SARL à 49 Duarrefstrooss, L-9964 Huldange.

Monsieur Christophe KAMDEM sera déchu de ses fonctions comme représentant adjoint de la succursale.

Il sera remplacé par Mademoiselle Marion POIGNARD à partir du 26 novembre 2014. Mademoiselle Marion POIGNARD a le pouvoir d'engager la succursale vis à vis des tiers par sa seule signature pour les montants n'excédent pas mille euros. Pour tout engagement dépassant le montant de mille euros, la succursale se trouvera engagé par la signature unique de Monsieur Irfan ABDUL.

Monsieur Irfan ABDUL a le pouvoir d'engager la succursale vis à vis des tiers par sa seule signature. Pour tout engagement dépassant le montant de mille euros, la succursale se trouvera engagé par la signature unique de Monsieur Irfan ABDUL.

La succursale aura pour objet l'exécution de toutes prestations se rapportant à la profession de comptable. Elle pourra également effectuer le contrôle contractuel des comptes, donner des conseils en matière fiscale, organiser et tenir les comptabilités et analyser par des procédés de la technique comptable la situation et le fonctionnement des entreprises sous leurs différents aspects économique, juridique et financier.

L'objet est également étendu à la formation et au recrutement dans le domaine de la comptabilité et de la gestion ainsi qu'à toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Irfan ABDUL / Marion POIGNARD.

Référence de publication: 2014187339/28.

(140210160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Delfin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 40.546.

Par décision du Conseil d'Administration tenu en date du 12 novembre 2014, Monsieur Eric BREUILLE, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été coopté au Conseil d'Administration en remplacement de Madame Roselyne CANDIDO, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Pour: DELFIN INVEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014187513/16.

(140209979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Agence d'Assurance Scheier & Marinilli S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 12, Z.I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 113.501.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept août.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

- Monsieur Nicolas SCHEIER, agent d'assurances, demeurant professionnellement à L-6730 Grevenmacher, 6, Grand-Rue,

- Madame Claudia MARINILLI, agent d'assurances, demeurant professionnellement à L-6730 Grevenmacher, 6, Grand-Rue.

Les comparants sont les seuls associés de la société "AGENCE D'ASSURANCE SCHEIER & MARINILLI S.à r.l.", établie et ayant son siège à L-6730 Grevenmacher, 6, Grand-Rue, constituée suivant acte du notaire Henri HELLINCKX alors de Mersch en date du 20 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 732 du 11 avril 2006, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.501.

Les comparants prennent, à chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les comparants décident de transférer le siège social de Grevenmacher à Niederanven et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2. Premier alinéa.** Le siège de la société est établi dans la commune de Niederanven. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la commune du siège par simple décision des gérants."

Deuxième résolution

Ils fixent l'adresse à L-6947 Niederanven, Z.I. Bombicht 12. Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: SCHEIER, MARINILLI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 août 2014. Relation: LAC / 2014 / 40369. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014187370/36.

(140209918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2014.